



CENTRE FRANÇAIS SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT



## **VILLES EN GUERRE EN SOMALIE : MOGADISCIO ET HARGEISA**

Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS





**CENTRE FRANÇAIS SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT**

Groupement d'intérêt scientifique EHESS-INED-INSEE-IRD-PARIS VI

**VILLES EN GUERRE EN SOMALIE :  
MOGADISCIO ET HARGEISA**

**Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS**

**Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS**

*Villes en guerre en Somalie : Mogadiscio et Hargeisa* / Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS. – Paris, Centre français sur la population et le développement, 2000, 65 p. ; 24 cm. ( Les Dossiers du CEPED, n° 59).

Directeur de la publication :	Alain LERY
Responsable de la collection :	Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS
Comité de rédaction :	Benoît FERRY Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS Nicolas PONTY Olivia SAMUEL
Appui technique :	Maud POUPARD
Diffusion :	CEPED diff@ceped.ined.fr

Adresse pour toute correspondance :

M.A. PÉROUSE DE MONTCLOS. - CEPED, 15 rue de l'École de Médecine, 75270 Paris cedex 06. Tél. : 01.44.41.82.30, télécopie : 01.44.41.82.31.

© CEPED 2000  
ISBN 2-87762-127-8 ; ISSN 0993-6165

Édité avec le soutien du ministère des Affaires étrangères (DGCID)

## *SOMMAIRE*

Avant-propos .....	4
Résumé .....	5
Summary.....	6
Introduction.....	7
Une urbanisation historiquement fragile.....	8
L'essor de Mogadiscio, 1905-1989.....	11
Les catastrophes naturelles et les crises alimentaires .....	15
Les conflits armés .....	17
La réorganisation de Mogadiscio dans la guerre.....	20
Les raisons d'une attraction urbaine en temps de guerre.....	23
De la diversité dans la misère .....	26
De la pérennité d'une urbanisation de guerre.....	34
Des perspectives de reconstruction : le précédent de Hargeisa.....	38
Conclusion .....	43
Annexe.....	45
Liste des sigles .....	60

## *AVANT-PROPOS*

Je tiens particulièrement à remercier les équipes d'ACF (Action contre la faim) à Paris, Nairobi et Mogadiscio qui m'ont permis de mener à bien la première étape de ce projet. En termes d'accès comme de données, les villes en guerre ne sont pas des objets d'étude faciles à aborder. Sur Mogadiscio, cinq principales sources ont alimenté le présent dossier : le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) en 1992 (Rogge, 1992), les Britanniques de SCF (Save the Children Fund) en 1993 (Meeus, 1994), l'UNOSOM (United Nations Operation in Somalia) pour la période 1993-1995, les relevés d'IOM (International Organisation for Migration) en 1995 (IOM, 1995) et ACF enfin, qui travaille dans la ville depuis 1991 et qui est la seule ONG (Organisation non gouvernementale) à être restée sur place pendant toutes ces années de plomb (Broudic, 1997). Notre enquête de terrain en novembre 1999 avait ainsi pour premier objectif de recouper ces données. Celles-ci comptaient de nombreuses contradictions, distorsions et erreurs, y compris au sein d'une même source : certains camps étaient répertoriés plusieurs fois avec des noms ou des orthographes différents, beaucoup n'étaient pas localisés, etc.

Une fois les informations de seconde main confrontées à la réalité observable, un deuxième objectif était d'étudier l'insertion urbaine des déplacés, quitte à envisager une étape ultérieure qui aurait été d'entreprendre un sondage dans les camps, si tant est que les conditions de sécurité et d'enquête le permettent. En attendant des ouvertures en ce sens, le texte qui suit se conçoit d'abord comme un rapport préliminaire. Celui-ci pose les fondations d'une recherche qui privilégie les perspectives de reconstruction et qui s'inscrit dans une problématique plus générale sur la ville en guerre en Afrique sub-saharienne.

## RÉSUMÉ

La guerre civile et l'effondrement de l'État en Somalie, consacrés par la chute de la dictature Siad Barre en 1991, ont provoqué de nombreux déplacements forcés de population tandis que la capitale était livrée au pillage. Vidée d'une bonne partie de ses habitants, Mogadiscio a ensuite connu un certain répit avec le débarquement humanitaire de l'Opération Restore Hope en 1992-1995. Mais la reprise des combats et le départ des Occidentaux ne permirent pas de reconstruire la ville. Celle-ci ne continue pas moins d'accueillir des paysans qui fuient les zones encore plus sinistrées de la campagne, en l'occurrence des terres agricoles qui comptent parmi les plus fertiles du pays et qui, de ce fait, sont très convoitées par les seigneurs de guerre. Avec le temps, une forme bien particulière d'organisation urbaine s'est ainsi dégagée à mesure que les déplacés venaient s'entasser dans des camps au milieu des ruines. Reste à savoir si une telle urbanisation de crise est durable ou si, une fois la paix revenue, les migrants reviendront chez eux.

Le présent dossier tente de répondre à ces questions en introduisant des nuances relatives, entre autres, à l'occupation antérieure des déplacés, à leur statut social, à leur origine géographique, à leur insertion économique et à la durée de leur implantation.

**MOTS-CLÉS :** SOMALIE, MOGADISCIO, GUERRE CIVILE,  
DÉPLACEMENTS FORCÉS, URBANISATION, ORGANISATIONS  
HUMANITAIRES

## SUMMARY

*War and civil disorder in Somalia after Siad Barre's dictatorship collapsed in 1991 caused many forced displacements while the capital city was sacked. Most of Mogadiscio's inhabitants fled. Despite humanitarian intervention with Operation Restore Hope in 1992-1995, fightings resumed, foreign organisations left again, and the town was never reconstructed. Yet Mogadiscio still "accommodates" rural "refugees" that run away from even more devastated areas in the countryside: fertile lands that are targeted by warlords. So a new form of urban organisation developed amongst ruins and "refugee" camps. The issue now is to know if such an emergency urbanisation can be sustainable or if displaced people will come back home when there is peace.*

*The following working paper attempts to answer this question by introducing various criterias such as previous occupation, social status, geographical origin, economic insertion and length of stay in towns.*

**KEYWORDS :** SOMALIA, MOGADISCIO, CIVIL WAR, FORCED DISPLACEMENTS, URBANISATION, HUMANITARIAN ORGANISATIONS

## Introduction

À travers les conflits armés et les crises alimentaires qu'ils génèrent, les troubles politiques contribuent à leur manière à alimenter l'urbanisation exceptionnellement rapide de l'Afrique sub-saharienne. Dans bien des cas, la ville joue en effet un rôle de refuge et attire les victimes de guerres civiles qui se déroulent le plus souvent en milieu rural. Les combats, cependant, n'épargnent pas toujours les agglomérations. La déflagration peut finir par embraser les centres urbains, en particulier les capitales où se concentrent richesses et pouvoirs.

Depuis 1991, Mogadiscio constitue à cet égard une sorte d'exception qui confirme la règle. Alors que s'écroulait la dictature Siad Barre et que le chaos gagnait la capitale, le dernier ambassadeur américain en poste en Somalie prévenait : "si vous avez aimé Beyrouth, vous adorerez Mogadiscio" ! Ensanglantée par les factions rivales qui s'y affrontèrent ensuite, la ville a largement été pillée et ruinée. Elle ne continue pas moins d'attirer une partie de la population, offrant un modèle contradictoire d'urbanisation dont nous nous efforçons ici d'expliquer les procédures.

L'afflux de déplacés vers Mogadiscio, où vivait un tiers de la population urbaine du pays, s'inscrit en réalité dans une tendance lourde. Le taux de croissance des villes somaliennes était déjà de 5,8 % entre 1960 et 1990, période pendant laquelle la proportion de population urbaine est passée de 17 % à 36 %. Sécheresses et conflits armés ont participé au phénomène. En l'espace d'une génération, les nomades de la région sont directement allés gonfler les agglomérations existantes en sautant l'étape villageoise qu'avait connue le monde occidental avant la Révolution industrielle.

Pour autant, une telle sédentarisation ne rime pas exactement avec urbanisation. À défaut d'un véritable enracinement citadin, la migration des populations pastorales de la Corne de l'Afrique s'apparente plutôt à un mouvement oscillatoire, une sorte d'aller et retour permanent entre la ville et son environnement rural (Piguet, 1998, p. 159). Stimulant majeur de la croissance urbaine, la commercialisation du bétail, par exemple, reste assez faible et ne représente que 20 % du cheptel environ. Quand on y ajoute la guerre et ses destructions, il n'est pas évident que la croissance de Mogadiscio soit durable. Une interrogation centrale à notre analyse porte justement sur la pérennité d'une telle urbanisation de crise.



## Une urbanisation historiquement fragile

Historiquement, les nomades somali n'ont pas développé de communautés urbaines. De ce point de vue, l'arrière-pays semi-aride se distinguait fondamentalement de la côte, où l'on trouvait, outre Mogadiscio, des cités antiques comme Zeila, des ports récents comme Kisimayo, qui datait de la période du sultanat de Zanzibar en 1869, ainsi que des petits havres de pêche comme Candala, qui était à peine plus gros qu'un village. Dans l'intérieur du pays avant que l'administration coloniale n'établisse des relais du type de Baidoa ou Burao, il y avait au mieux des bourgades militaires comme Degabur ou Mustahil, aux confins de l'empire éthiopien, des centres religieux comme Bardera et des campements comme Cheikh, aux carrefours de pistes, à proximité des points d'eau (Doresse, 1971, p. 25-29 et 335).

Sur un plan économique, ces campements n'étaient jamais que des foires temporaires où le bétail local était troqué contre des biens importés par mer. Les éleveurs ne prenaient pas part à la commercialisation de la viande dans les ports. Un courtier, le *dilaal*, servait pour cela d'intermédiaire tandis qu'un conducteur *sawaaqi* était spécialement chargé de convoier le troupeau sous la protection d'un patron, l'*abbaan*, qui assurait son passage en territoire ennemi et négociait les péages. La composition monoclanique de localités comme Borama, Garoe, Afmadow, El Dere, El Bur ou Garba Harre ne facilitait pas non plus les échanges économiques et donc le développement urbain. Las Khoreh, par exemple, se composait de deux quartiers warsangeli séparés par un *no-man's-land* d'environ cinq cents mètres, l'un pour le clan des Ogaslabbe, l'autre pour le Rer Fateh (Drake-Brockman, 1912, p. 59). De même, Las Anod était et est toujours divisé en deux quartiers qui correspondaient à deux lignages dolbahante, les Farah Garad et les Mahmud Garad. Si l'on en croit Mohamed Mohamed-Abdi, qui défend là une typologie contestable, les brassages claniques auraient au contraire fondé la fortune de Kisimayo, Bardera, Erigavo, Galcaio, Burao, Hudur, Luq, Dusa Mareb et Gebiley (1997).

Au-delà des caractéristiques claniques et économiques, l'élément religieux a certes eu son importance dans la fixation de populations pastorales avant la colonisation. L'islam d'une part, est une religion urbaine ; le culte des ancêtres, d'autre part, a établi des repères sur les itinéraires de transhumance des nomades. Un pèlerinage s'est ainsi développé autour de la tombe de Yusuf Aw Barkhadle, un cheikh qui serait venu enseigner l'islam dans les environs de Hargeisa au XII<sup>e</sup> siècle. A Mait sur la côte du Somaliland, les Isaaq vénéraient par ailleurs la tombe de l'ancêtre fondateur de leur clan, cheikh Isaaq Ahmed. Au sud le long de la Juba, les regroupements (*jamaa*) devaient de leur côté donner naissance à des petites

ville comme Bardera, ou Baardheere en somali, qui fut fondée en 1819 et compta jusqu'à 20 000 fidèles dans les années 1840 (Cassanelli, 1982, p. 135).

Bien souvent, de tels phénomènes n'ont cependant pas connu de suite (Curle, 1937). Mait n'est guère plus qu'un petit village. Il en est de même du sanctuaire du père fondateur du clan des Gadabursi à Tukali entre Borama et Jijiga, à l'ouest du Somaliland, ou de la tombe de cheikh Mumin à Bur Hakaba, chez les Helai du sud de la Somalie. À la différence des monuments assez élaborés des Afar de Djibouti, ces tombes sont de toute façon très simples : suivant les rites islamiques, elles sont creusées d'est en ouest et le cadavre repose sur le côté droit, la tête tournée vers le nord en direction de la Mecque.

D'une manière générale, les établissements pré-coloniaux ne méritaient pas vraiment la dénomination de villes. Dans le nord en particulier, Zeila était la seule bourgade à avoir produit une véritable communauté urbaine, le *rer Zeila*, mélange d'Arabes, d'Afar et de Somali dont l'identité clanique avait cédé la place au sens du terroir. Les voyageurs de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle notaient sinon que les petits ports de la région tels Bender Gâsem, actuel Bosaso, ne dépassaient pas les 1 500 habitants et qu'ils se réduisaient souvent à de simples "amas de huttes en chaume ou en peaux, autour de fortins ou citadelles en pisé" (Révoil, 1880, p. 253 et 259).

Les fortes variations de population témoignaient notamment de la fragilité de l'enracinement citadin en milieu pastoral. Pendant la saison sèche, quand les vents n'étaient pas favorables au commerce maritime et que les nomades allaient chercher de la fraîcheur sur les hauteurs, Berbera comptait entre 8 000 et 10 000 habitants, essentiellement des indigents, des enfants et des femmes. Mais pendant la mousson, quand les courtiers des éleveurs descendaient vers la côte vendre le bétail, elle redevenait un port actif de 20 000 à 40 000 habitants (Drake-Brockman, 1912, p. 35). De tels mouvements avaient évidemment une incidence inverse sur les localités en altitude dans l'arrière-pays. Hargeisa, où cette situation prévaut encore aujourd'hui, était ainsi plus peuplée pendant la saison sèche, quand les nomades de la plaine montaient dans les montagnes pour échapper à la chaleur, que pendant la saison des pluies, quand les pasteurs emmenaient leurs troupeaux vaquer sur des pâturages abondants.

Dans ce contexte, Mogadiscio s'avère finalement être l'un des plus anciens établissements permanents d'un pays au caractère essentiellement pastoral. Elle a été fondée par des Arabes et des Persans au Moyen-âge, en 908 d'après certaines inscriptions. De ce patrimoine perse viendrait d'ailleurs son nom *maq'ad ash-shâh*, "le siège du shah". Pareillement, la région environnante du Benadir signifierait "comptoir" en farsi tandis que le quartier de Shangani ferait référence à un lieu-dit en Iran. Une autre étymologie, basée sur la légende de l'apparition d'une brebis miraculeuse, fait encore de Mogadiscio le "port de la brebis" : *megaad el-châta* en arabe. La thèse africaine, enfin, voit dans Shangani le quartier "sur le sable", dans Hamar le nom que certains peuples couchitiques donnent aux Swahili et dans Mogadiscio "la ville terminale", *mui wa mwisho* en kiswahili.

Visitée par le fameux voyageur Ibn Battûta en 1331, la bourgade constituait un sultanat gouverné par la dynastie arabe des Madagaan au XIII<sup>ème</sup> siècle puis des Halâwanî au XV<sup>ème</sup> siècle et des Muzzafar au XVI<sup>ème</sup> siècle : une époque fastueuse pendant laquelle elle battait sa propre monnaie et suscita bien des convoitises (Freeman-Grenville, 1960 ; Chittick, 1982). Elle fut ainsi attaquée par les Portugais en 1499 et 1518, sans pour autant être occupée. En 1624, elle fut ensuite envahie par les Darandoolle, des Hawiye qui avaient défait les Ajuran de l'hinterland et renversé la dynastie Muzzafar. Ancêtres des Mudulod Abgal et des Mobilen, ces Darandoolle furent à leur tour assiégés par les Dir Biomal en 1790.

L'influence omani commença alors à se faire sentir. Mogadiscio, brièvement occupée par les troupes d'Oman en 1698, fut bombardée en 1828 (Alpers, 1983). Mais la tutelle de Zanzibar, où le sultanat d'Oman avait transféré sa capitale, resta purement formelle. Le gouverneur du Benadir nommé par Zanzibar résidait deux cent kilomètres au sud à Brava, un port qui, avec quelque 5 000 âmes, comptait à peu près le même nombre d'habitants que Mogadiscio. L'emprise du sultan de Geledi à Afgoi, dans l'arrière-pays, était beaucoup plus visible.

Ravagée par une épidémie de peste, Mogadiscio était à moitié en ruines quand l'explorateur français Charles Guillain visita la côte du Benadir entre 1846 et 1848 (1856). En 1882, Georges Révoil eut la même impression quand il débarqua à Mogadiscio, dont il estimait la population à 4 000 habitants (1885, p. 34 et 50). Les deux plus vieux quartiers de la ville, Hamarweyne et Shangani, connaissaient d'incessantes disputes et étaient incapables de résister aux fréquentes intrusions des tribus de l'intérieur, qui massacrèrent le gouverneur de Mogadiscio sur ordre du sultan de Geledi en 1876. Hamarweyne et Shangani durent se soumettre en ravitaillant des clans bimal, les Daud, et hawiye, les Wadan, pour le premier et des Hawiye Abgal et Murosade pour le second.

Tournés vers la mer, ces deux quartiers n'en avaient pas moins développé une civilisation à part, régie par des lois spécifiques aux citadins (*xeer magaalo*) et non par la coutume clanique du milieu pastoral. Précédant l'implantation des Hawiye, les plus vieux habitants de Mogadiscio n'étaient pas des Somali. Ils résultaient en effet d'un mélange de populations arabes, perses, indiennes et même portugaises (Cerulli, 1957, p. 135-137 ; Bader, 1999, p. 56-57). Les Shaanshiye ou Shaashi, par exemple, étaient originaires d'Irak. Les Goudmané, eux, étaient des Arabes et ils avaient la charge de la mosquée Jama'a à Hamarweyne. À Shangani, on trouvait en particulier des Amudi, des Yaqub, des Bin Ahwaq, des Sadiq Gedi, des Asharaf et des Abdisamad du *rer* Shikh. De son côté, Hamarweyne abritait plutôt des Bandhabow établis "à la limite de la plaine", des Abakorow-Dhabarweyne, des Morshe regroupés en "coopérative" *iskashato* et des Muqri ou Qahtani du *rer* Faqi qui descendaient d'Abû Bakr ibn Fakhr ad-Dîn, le fondateur du sultanat muzzafar au XV<sup>ème</sup> siècle. À l'exception de groupes religieux tels que le *rer* Faqi et les Asharaf, la plupart étaient des commerçants ou des artisans. Parmi les Dhoorweyne, dont le nom viendrait de leur "grosse touffe de cheveux", les Qalnoshowe, Qalin Shubato ou Qalinshube étaient ainsi des orfèvres.

## L'essor de Mogadiscio, 1905-1989

La colonisation marqua alors une rupture pour ces populations dites arabes, qui n'allaient plus représenter que 2 500 habitants face à 20 000 Italiens et à peu près autant de Somali dans les années 1930. L'arrivée des Européens stimula considérablement le développement des villes construites en pierre sur la côte somali, le déclin de Zeila étant l'exception qui confirma la règle au vu de la concurrence de Djibouti. Mogadiscio est devenue la première ville du pays parce que les Italiens y ont établi leur capitale. V. Filonardi, un commerçant qui représentait les intérêts de Rome dans le pays, s'était d'abord installé à Adale, qui fut rebaptisé Itala pour la circonstance. Devenu consul, Filonardi avait proclamé un protectorat du Benadir en 1891 mais sa compagnie fit faillite cinq ans plus tard. Ses successeurs ont alors transféré leurs activités sur Mogadiscio à une centaine de kilomètres au sud.

La ville, que Zanzibar avait cédée à bail, présentait l'avantage de disposer d'un port plus avenant et d'avoir une position centrale sur la côte du Benadir. L'administration coloniale y investit officiellement les lieux en 1905 pour prendre le contrôle direct du pays. L'arrivée d'un gouverneur fasciste et le débarquement de troupes en vue d'envahir l'Éthiopie en 1936 stimulèrent ensuite la construction de l'agglomération. Grand admirateur du Duce, le fameux aventurier Henry de Monfreid s'extasiait ainsi devant les réalisations accomplies dans cette "capitale du désert" "toute moderne", cette "cité miraculeuse" et "fantastique" où avaient été bâtis de "vastes édifices", de "larges boulevards" et des "grandes artères ombragées de grands arbres au feuillage sombre". "C'est bien une ville, écrivait-il, avec longues cheminées d'usines, des moulins à vent métalliques, des mâts de T.S.F., et une vingtaine de vapeurs mouillés sur sa rade" (1936a, p. 63).

La centralisation de l'administration territoriale contribua en outre à peupler la capitale, où se prenaient toutes les décisions touchant l'ensemble de la Somalie italienne. À cet égard, la croissance de Mogadiscio doit beaucoup à une position politique qu'acquies tardivement Hargeisa, la capitale du Somaliland britannique à partir de 1943. Autant Mogadiscio regroupa bientôt l'intelligentsia somalienne, autant Hargeisa fut longtemps concurrencée par le port de Berbera sur un plan économique et par la ville de Burao sur un plan intellectuel. Du fait de la proximité de Cheikh, où avait été ouvert le seul collège de toute la région, Burao a donné naissance à la plupart des élites isaaq du protectorat britannique. Lorsque le Somaliland déclara ultérieurement son indépendance en 1991, ses premiers présidents, Ali Tur puis Ibrahim Egal, devaient ainsi venir de Burao, ceci sans parler de Suleyman Mohamed Aden "Gal", candidat malheureux aux présidentielles de 1997.

Avant même que la réunification de la Somalie italienne et du Somaliland en 1960 confirme l'hégémonie de Mogadiscio, celle-ci capitalisa au contraire la plupart des ressources intellectuelles, des richesses et des pouvoirs. La décolonisation s'y négocia pour l'essentiel, non sans quelques violences. En janvier 1948, une manifestation de la SYL (Somali Youth League) dégénéra et fit 68 morts, dont 51 Italiens et 17 Somaliens. En novembre 1949 alors que le sud de la Somalie était encore sous administration britannique, une émeute contre la restitution de la région du Haud à l'Éthiopie fit de nouveau des morts et a depuis lors été célébrée par les nationalistes sous le nom de *dhagahtur*, la journée de la "lapidation". En février 1959, ce furent des affrontements électoraux entre les partis en lice qui provoquèrent quatre morts. En avance sur le reste du pays, l'agglomération avait connu son premier scrutin municipal en mars 1954 et avait été dotée d'un maire, le *sindaco*, qui s'était installé dans la Casa del Fascio, une réalisation architecturale de la période mussolinienne et le futur siège de l'Assemblée nationale à l'Indépendance.

Cependant, les anciens habitants de la capitale devaient continuer à marquer leur différence en refusant de voter pour la SYL, le parti indépendantiste très majoritaire dans les campagnes. L'opposition remporta un bon nombre de sièges lors des municipales d'octobre 1958 (Lewis, 1965, p. 159). S'y retrouvèrent aussi bien des mouvements suspectés de sympathies pour les Italiens, tel le PLGS (Partito Liberale Giovani Somali), que des dissidents de la SYL, telle la GSL (Greater Somalia League). Certains représentaient tout simplement des intérêts locaux, comme le HDMS (Hizbia Dastur Mustaqil Somali). La GSL, par exemple, était conduite par Hadj Mohamed Hussein, un autochtone du quartier Hamarweyn qui dénonçait la mainmise des Hawiye sur la SYL. De même la SNU (Somali National Union) avait-elle été formée par des habitants de Hamarweyn regroupés dans une Unione Giovani Benadir.

Après l'Indépendance de 1960, la coupure entre la capitale et le monde rural s'atténua quelque peu du fait d'une poussée urbaine qui "noya" la singularité des vieux citadins de Mogadiscio. D'un point de vue politique, une réforme administrative de 1963 supprima les distinctions entre municipalités urbaines et collectivités rurales. En novembre de cette année-là, des élections locales furent conduites uniformément à travers le pays et le parti gouvernemental, la SYL, remporta 74 % des voix à Mogadiscio. De toutes les manières, les municipalités ne devaient jamais être que des institutions marginales du fait des manœuvres politiciennes de leurs édiles puis des élections factices organisées par la junte militaro-socialiste à partir de 1976 pour mettre en place des assemblées locales, appelées *dagaan*. Arrêté après le coup d'État de 1969 et condamné pour abus de pouvoir, le maire de Mogadiscio fut remplacé par des hommes au service de la dictature, en l'occurrence des militaires d'abord, avec Ahmed Mohamed Adde et Osman Mohamed Jelle, puis un civil en la personne de Yusuf Ibrahim Ali au début des années 1970.

Les spécificités élitistes de la ville disparurent aussi à mesure que se dégradaient les infrastructures léguées par les Italiens. Le blocage des loyers par une

loi d'avril 1971 n'incita pas les propriétaires à entretenir le bâti et encore moins à l'améliorer. En octobre 1972, un décret du ministère des finances interdit toute transaction immobilière sans une autorisation spéciale, ce qui contribua un peu plus à geler le marché foncier. Dans le domaine de la réhabilitation urbaine, une des seules entreprises du régime à ses débuts fut la construction du quartier de Médina afin de reloger les habitants des bidonvilles démolis. Pour le reste, les autorités furent vite dépassées par l'ampleur de l'exode rural. Dans les années 1980, le maire de la capitale, Hassan Abshir, expulsa tout simplement les gêneurs à la périphérie, contribuant du coup à la polarisation clanique des banlieues relativement au centre-ville. Le pouvoir tenta vainement d'inciter les migrants à rester dans les campagnes et son discours sur la corruption urbaine fut relayé par une certaine littérature se complaisant dans le misérabilisme, par exemple dans les romans d'Abdi Sheikh-Abdi (1975), Daher Ahmed Farah (1993), Farah Cawl (1982) et Nuruddin Farah (1976). La culture pastorale officiellement mise en avant dénonçait dans la ville un endroit maudit (*lama degaan*), un repaire d'infidèles (*beled 'olaadeed*) et le lieu de toutes les dissensions (*beled gaalaad*).

Le paradoxe d'un tel biais est en fin de compte d'avoir favorisé tout son contraire. Que ce soit pendant le régime civil ou la dictature militaire de Siad Barre, la classe marchande et la bureaucratie d'État furent largement privilégiées par rapport aux populations rurales, ce qui devait renforcer d'autant l'attraction de la capitale (Doornbos, 1993). En effet, les citadins bénéficiaient de subventions sur les prix alimentaires qui pénalisaient la paysannerie. En 1984, ils consommaient la moitié des importations de céréales alors qu'ils représentaient à peine plus d'un quart de la population du pays (Jamal, 1988). À Mogadiscio, seulement 17 % des foyers vivaient en dessous du seuil de pauvreté en 1985, à peine 7 % dans le quartier de Waberi (Marchal, 1996, p. 31). Et encore le différentiel avec la campagne était-il faussé parce que le calcul du revenu des nomades était surévalué par le prix de la viande dans une économie de marché, valeur qui n'avait pas grand sens si on la compensait par un mode de nutrition plus varié chez les agriculteurs (Jamal, 1983).

En dépit d'une sensible baisse de qualité, les services urbains constituaient un autre facteur d'attraction du fait de la concentration des établissements éducatifs, administratifs, sanitaires et industriels dans la capitale. Le taux de scolarisation était par exemple de 76 % à Mogadiscio contre 10 % dans les zones rurales (Morin, 1986, p. 62). Malgré la crise économique et la délitescence de la dictature, Mogadiscio resta le principal débouché du pays. Sous l'impulsion du Fonds monétaire international, la libéralisation de la fin des années 1980 vit la naissance d'une classe de nouveaux riches qui habitaient notamment Boli-Qaran, le quartier dit de "l'argent volé" !

Parallèlement, l'abandon du contrôle des prix sur les récoltes a alimenté la spéculation foncière dans les campagnes. Tandis que l'urbanisation soutenait la demande en charbon de bois, en fruits et en légumes, l'inflation, le déclin des exportations de bétail et le retour de la diaspora somalienne du Golfe ont incité les notables à investir dans la terre et à spolier les paysans déjà sur place (Menkhaus,

1996 ; Helander, 1986 ; Cassanelli, 1997, p. 71). Ceci a bien entendu précipité le départ des agriculteurs vers la ville. À cet égard, l'arrière-pays s'est avéré être un véritable réservoir de main-d'œuvre pour Mogadiscio, la province du Benadir représentant, à elle seule, un quart de la population somalienne.

Entre les rivières Shebelle et Juba, la région mérite quelques explications car elle a fourni l'essentiel des contingents de déplacés qui ont débarqué à Mogadiscio à partir de 1991. Objet de toutes les convoitises et conséquemment la scène de bien des combats, cette Mésopotamie somalienne présente la particularité d'être mieux irriguée et plus fertile qu'au nord. Elle a même été gravement inondée en 1961 et en 1997. De ce fait, elle est aussi plus sensible aux sécheresses, dont l'amplitude est pour beaucoup fonction des types de sols et de leur mode d'exploitation. À pluviométrie égale, une économie de plantation a en effet plus à perdre qu'une économie pastorale autrement mieux adaptée à des terres arides.

Historiquement, le colonisateur italien est le premier à avoir sérieusement perturbé les équilibres écologiques et vivriers de la région. Les décrets 695 du 8 juin 1911 et 815 du 19 janvier 1912 fondèrent un domaine public sur les terres déclarées vacantes. Sur la Shebelle, le prince de Savoie, Luigi Amedeo, s'établit dans le district de Giohar, aujourd'hui Jowhar, et regroupa les autochtones dans des villages agricoles en les expropriant sans leur verser de compensations et en les soumettant au contraire à des travaux forcés. Les abords de la Juba, quant à eux, furent touchés plus tardivement car ils ont fait frontière avec le Kenya britannique jusqu'au début des années 1920. Leur exploitation agricole ne commença que la décennie suivante. Sous la férule des fascistes, le creusement des canaux d'irrigation d'Asayle à Jamame devait alors provoquer un fort taux de mortalité parmi les ouvriers, en particulier les petits fermiers bantous.

Entre 1938 et 1942, l'accent mis sur la monoculture de la banane au détriment d'une agriculture de subsistance occasionna en conséquence des ruptures d'approvisionnement et un début de disette. C'est que la banane était devenu le principal poste d'exportation du pays depuis que la crise économique de 1929 avait porté un coup fatal à la culture du coton. En valeur, la banane a représenté entre 40 % des exportations de la Somalia italienne dans les années 1930 et 60 % dans les années 1950 (Karp, 1960). La part des produits animaliers, elle, n'a pas dépassé les 10 % du fait que les éleveurs étaient peu enclins à vendre leurs bêtes et préféraient voir grossir leurs troupeaux, tant pour des raisons de prestige social que de prudence en cas de sécheresse.

À l'Indépendance, cependant, les élites post-coloniales ne se hâtèrent pas de remplacer les planteurs italiens car la tendance de l'époque était devenue plus favorable aux exportations de bétail et à l'immobilier urbain. C'est plutôt l'arrivée au pouvoir d'un régime à orientation "socialiste", en 1969, qui remit la question au goût du jour en affichant des prétentions à nationaliser, à collectiviser et à rationaliser une agriculture vivrière. Sur ces domaines, les autorités transplantèrent les nomades victimes de la sécheresse de 1973 et imposèrent aux étudiants puis aux fonctionnaires des stages s'inspirant de la révolution culturelle chinoise. Les baux

accordés aux exploitants ne duraient que cinquante ans et 80 % de la production agricole devait être vendue à des offices de commercialisation dont les prix étaient fixés par le gouvernement. Avec le "Co-operative Act n° 70" de 1973, les autorités n'hésitèrent pas non plus à exproprier sans compensations les petits agriculteurs qui gênaient les projets du gouvernement (Robleh et Hussein, 1977 ; Gunn, 1986).

Le "Land Registration Act n° 73" de 1975, lui, obligea les paysans à déclarer leurs terres en n'autorisant qu'une parcelle par foyer. En dix ans, le gouvernement n'enregistra en fait que 0,5 % de la surface du pays ; mais les trois quarts des lopins ainsi consignés se trouvaient dans des zones irrigables, près des rivières (Roth, 1993, p. 306 ; Hoben, 1988). Concrètement, les coûts de la procédure, l'éloignement de l'administration et la corruption ambiante ont dépossédé les autochtones au profit de la clientèle du président Barre, le clan Darod des Marehan (Samatar, 1993). Lors d'une restructuration administrative de l'époque, la province de la Shebelle fut d'ailleurs la seule à ne pas être redécoupée en plusieurs régions, ce qui lui aurait permis de bénéficier davantage des subventions du pouvoir central. La province du Gedo fut en revanche créée au profit des Marehan, celle de la Moyenne Juba au profit des Ogaden et celle de la Basse Juba au profit des Mijertein, tous trois des clans darod.

Au final, les tentatives de collectivisation, notamment la création de grandes fermes d'État, ont surtout eu pour résultat d'inciter les cultivateurs à aller en ville. Les projets de rizières à Fanoole, d'irrigation à Mogambo et de sucrerie sur la rivière Juba ont entraîné deux sortes de migrations : d'une part l'afflux de nomades sur les petites bourgades de la région comme Mareerey, Jilib et Bulo Yaaq ; d'autre part le départ d'autochtones qui préférèrent tenter leur chance à Mogadiscio plutôt que de remonter la Juba en amont vers les localités de Bu'aale et Saakow, où des terres restaient disponibles (Menkhaus et Craven, 1996, p. 172). Si elle avait abouti, la construction du barrage de Bardera sur la Juba aurait aussi dû déloger bien des habitants, à l'instar de ce qui s'était passé sur la Volta au Ghana dans les années 1960.

## **Les catastrophes naturelles et les crises alimentaires**

De l'attraction urbaine à la dégradation des conditions de vie à la campagne, les facteurs classiques de l'exode rural n'expliquent cependant pas tout. Les conflits armés et les crises alimentaires que ceux-ci ont pu susciter, ont aussi accéléré l'urbanisation d'une capitale réputée être l'une des plus sûres d'Afrique jusqu'à la fin des années 1970. Les troubles politiques ont très largement aggravé les conséquences dramatiques des catastrophes naturelles dans un pays où la sécheresse est, somme toute, une donnée structurelle. Appelée *xaarama cunkee* pour rappeler le temps où l'on en était réduit à "manger des ordures", la famine de 1911 a ainsi été provoquée par l'insurrection du "mollah fou", Said Mohamed Abdille Hassan, et la



sécheresse de 1918 a eu de ce fait des effets bien plus prononcés qu'en temps normal. Les affrontements décimèrent jusqu'au tiers de la population du Somaliland et poussèrent vers Berbera les Isaaq alliés aux Britanniques.

De tels déplacements vers la ville n'étaient pourtant pas évidents à l'époque. Autrefois en effet, les nomades veillaient strictement à la conservation des sols et partaient plus facilement à la recherche d'autres pâturages (Swift, 1977 ; MacCann, 1987). La sécheresse de 1840 n'a donc pas eu de conséquences notables en pays mijertein. Mais celle de 1868 a provoqué une grosse famine car les Mijertein étaient entre-temps devenus vulnérables du fait de la commercialisation du bétail et, avant même la colonisation, des taxations d'un sultanat qui se consolida dans la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. L'abandon progressif d'une économie de troc, plus précoce sur la côte que dans l'intérieur du pays, les rendit dépendants des cours de la viande pour subvenir à des besoins alimentaires désormais élargis (Durrill, 1986).

La colonisation et l'économie de marché allaient alors donner une toute autre dimension à une urbanisation que les aléas climatiques du XIX<sup>ème</sup> siècle n'avaient pas sustentée. En prenant quelque consistance avec le développement du commerce, les villes devinrent des refuges, relais naturels de l'aide alimentaire que le colonisateur voulut bien dispenser dans des camps à proximité. La sécheresse de 1926-1928, pendant laquelle périt 80 % du bétail dans certaines régions, fut par exemple appelée *qorkii* en référence aux camps d'urgence où se regroupèrent les indigents *miskin* d'origine pastorale. Le camp de Bulhar, un des plus gros du genre, accueillit plus de 15 000 personnes en 1927 et il en comptait encore 6 000 en 1929 avant d'être fermé l'année suivante. En 1932, 1938 et 1942, les pluies se firent de nouveau attendre. Des camps furent établis à Erigavo en 1933 et Berbera en 1934, abritant respectivement 3 000 et 6 000 occupants.

Les conséquences économiques de ces sécheresses contribuèrent de leur côté à renforcer la domination des villes. Les éleveurs en furent réduits à vendre leurs bêtes, ce qui se traduisit par une envolée des exportations de viandes et peaux (Samatar, 1989, p. 50-52 et 60-63). Les événements entraînèrent aussi une augmentation des importations alimentaires, valorisant l'importance des ports de la côte. Des éleveurs enrichis par la guerre italo-éthiopienne de 1936, qui stimula le commerce de bétail en Somalie, s'établirent définitivement en ville et se lancèrent dans l'import-export. Les échanges économiques et les brassages de populations finirent par assurer la permanence des établissements urbains.

Si les sécheresses de 1950, 1955, 1956 et 1959 ont eu moins d'incidence sur les exportations de viande, le regroupement des indigents dans des camps d'urgence a aussi participé à l'urbanisation du pays. Avec la sécheresse *siigacase* de 1950, qui "souffla un vent de poussière rouge" et provoqua la mort de 80 % du cheptel bovin dans le nord du pays, les autorités ont dû prévoir l'accueil de nomades à proximité de centres administratifs comme Erigavo, Buran, El Afwein, Berbera et Burao. De même dans la région de Borama en 1955, il fallut organiser des secours à Abdulkhader, un camp qui ferma l'année suivante.

Après l'Indépendance, les autorités post-coloniales ne changèrent pas de stratégie en la matière. Appelée *jimce baasto*, le "vendredi où l'on a dû manger des pâtes pour la première fois", la sécheresse de 1965 ne provoqua d'abord pas une intervention massive de l'État. Mais les pluies vinrent à manquer de nouveau en 1968, 1973, 1979, 1981 et 1983. La sécheresse de 1973, en particulier, a duré deux ans, ce qui lui valut le nom d'*abaar dabadheer*, la "queue longue". Elle a provoqué la mort de 17 000 personnes et l'exode du dixième de la population, soit 300 000 nomades.

Avec l'aide de l'Union soviétique, ceux-ci furent principalement réinstallés dans le sud du pays. À partir de 1975, les régions agricoles de Sablale et Kurtin Warre, le long de la Shebelle, et de Dujuma, sur la Juba, en accueillirent respectivement 30 000, 27 000 et 60 000, tandis que les petits ports d'Eyl, Gara'ad, Adale et Brava en recevaient quelque 15 000 (Decraene, 1977, p. 107-108). Plus au nord, des camps furent aussi mis en place à Bihin, Jidaley et Badhan dans la région de Sanaag, à Ligle, Daryare et Halin dans le Nugal, à Ber et Aynabo dans la province de Togdheer, à Qardo, Benderbeila et Iskushuban dans le Bari, à Haradhere dans le Mudug et à Jehan dans le Galgaduud (Lewis, 1975, p. 33-34). Au total, près de 170 000 personnes auraient reçu une assistance humanitaire dans des camps de la sorte.

Là encore, les interférences politiques n'ont pas été étrangères à la catastrophe : autant les tentatives de collectivisation ont désorganisé l'agriculture somalienne, autant la sécheresse a servi de prétexte pour fixer les nomades suivant un modèle de développement socialiste. D'ailleurs, de l'autre côté de la frontière, le programme de "villagisation" du régime Mengistu à partir de 1984 a pareillement contribué à pousser vers la Corne des populations non-somali d'Éthiopie, en l'occurrence des Oromo et quelques Amhara. Le cas des Oromo, dont Mogadiscio soutenait la rébellion contre le pouvoir central à Addis Abeba, était clairement politique. Dès la fin des années 1960, la capitale somalienne comptait quelque 6 000 exilés oromo. Après 1974, la dictature de Mengistu Haïlé Mariam a précipité le mouvement et a fait fuir un demi-million d'Oromo (Baxter, 1994, p. 247).

## Les conflits armés

Parmi les raisons politiques qui ont pu précipiter l'urbanisation forcée de la Somalie, les conflits armés sont certainement plus faciles à saisir que les effets pervers résultant indirectement des gabegies d'ordre étatique. Historiquement, les litiges frontaliers ont été à l'origine d'un afflux majeur de réfugiés vers un pays qui revendiquait la constitution d'une Grande Somalie incorporant Djibouti, le nord-est du Kenya et l'Ogaden éthiopien. Dans les années 1960, Mogadiscio soutint les irrédentistes somali à Djibouti, au Kenya et en Éthiopie. La décennie suivante, le régime de Siad Barre usa de la fibre nationaliste pour légitimer son arrivée au

pouvoir par un coup d'État en 1969. Le discours rassembleur de la nation prit un tour franchement expansionniste et s'étendit aux Oromo d'Éthiopie et aux Afar de Djibouti, respectivement surnommés Somali-Abo et Somali-Ayka. Mogadiscio accueillit par exemple le leader du Front de libération de la Côte française des Somalis, Adan Roble 'Awale, et l'opposant marxiste Omar Osman Rabeh, dont l'autobiographie retrace l'ambiance de l'époque (1984).

Au Kenya tout d'abord, la répression de l'armée contre les rebelles *shifto* poussa près de 200 000 nomades à fuir en Somalie entre 1963 et 1967. Les Somali du Kenya ne furent cependant pas les plus malheureux car ils purent mettre leur bétail en sûreté de l'autre côté de la frontière. Coincés sur la ligne de front plus à l'intérieur du pays, les Boran, eux, n'eurent pas cette possibilité. Ils perdirent jusqu'à 90 % de leurs bêtes et furent regroupés dans des villages sous la "protection" de l'armée kenyane, ce qui laissa le terrain vacant pour les Somali (Hogg, 1987, p. 53). De leur côté, les Sakuye de Marsabit et de la rivière Waso dans le district d'Isiolo furent soupçonnés de trahison à la fois par les troupes gouvernementales et par les insurgés somali. Malmenés par l'armée, une partie d'entre eux firent en outre les frais des exactions des milices boran (Schlee, 1994, p. 19).

La crise la plus importante sur un plan humanitaire résulta des prétentions de Mogadiscio sur l'Ogaden (Reisman, 1983). Au sud, la frontière avec l'Éthiopie avait été fixée assez précisément par des accords avec les Britanniques en décembre 1907 et les Italiens en mai 1908. Mais dans le nord, où un traité anglo-éthiopien de 1897 concéda le Haud au Négus, le tracé de la frontière était beaucoup plus flou. La conquête militaire de l'Éthiopie par les Italiens résolut brièvement la question en imposant la mainmise de Rome sur toute la région. Des incidents autour de l'oasis de Walwal fin 1934 servirent de prétexte aux fascistes pour envahir l'Abyssinie en 1936. Plus de 40 000 Somali en armes vinrent d'ailleurs prêter main forte aux ambitions impérialistes de Mussolini, à commencer par les Ogaden, qui comptèrent parmi les plus enthousiastes (Monfreid, 1936b).

Les conflits fonciers n'étaient pas résolus pour autant et la défaite italienne laissa la Somalie sous le mandat de Londres. Dans la région de Jijiga, les troubles frontaliers reprirent dès 1942, quand l'administration éthiopienne, rétablie par les Britanniques, essaya de percevoir des taxes sur les nomades somali alors que, dans le protectorat voisin du Somaliland, il n'y avait pas d'impôt sur le revenu et que la fiscalité coloniale était recentrée sur les seuls droits de douanes. L'indépendance de la Somalie en 1960 ne mit pas fin au problème, loin de là, et les armées des deux pays s'affrontèrent brièvement en 1964. Les tensions connurent leur apogée lorsque Siad Barre décida d'envahir l'Ogaden en 1977 et fut défait l'année suivante.

Vaincue, la Somalie accueillit alors les victimes de la guerre. Le gouvernement, qui avait ratifié la Convention de Genève de 1951, essaya de faire face à la situation en créant une commission nationale qui devint bientôt un ministère des réfugiés à part entière (Heide, 1984 ; Samatar, 1991, p. 24). Celui-ci gérât 33 camps en 1980 et plus d'une quarantaine en 1988. Parallèlement, nombre

de réfugiés tentèrent leur chance en ville, doublant la population de bourgades comme Baidoa. A Mogadiscio, ils représentèrent jusqu'à 15 % des habitants de la capitale (Somali Academy of Sciences, 1985). Seulement 20 % avaient une origine citadine et venaient de villes comme Addis Abeba, Harar, Dire Dawa et Nagele ; la plupart, environ 41 %, étaient des paysans éthiopiens de la rivière Shebelle. À la différence de ce qui a pu se passer dans d'autres villes accueillant des réfugiés en Afrique, ces migrations forcées constituaient bel et bien un exode rural.

À partir de 1981 cependant, un flux inverse s'amorça. Des Somaliens prirent le chemin de l'exil et les départs furent de plus en plus fréquents avec le bombardement de Hargeisa en 1988 puis la chute du régime en 1991. Il ne fut pas rare de voir des réfugiés d'Éthiopie croiser en chemin ceux qui essayaient d'échapper à la répression de la dictature Siad Barre. Une telle évolution ne fut évidemment pas sans incidences sur la capitale elle-même, où des maisons furent par exemple attribuées aux opposants qui acceptaient de rallier un régime finissant (Marchal, 1993, p. 305). Epargnée par la violence armée qui embrasa le reste du pays, la ville garda longtemps son statut de refuge. La rébellion tenait les campagnes et Siad Barre fut surnommé le "maire de Mogadiscio" parce qu'il vivait retranché dans son palais présidentiel et ne contrôlait plus que la capitale. Face à l'afflux de déplacés, il tenta d'ailleurs vainement de réagir par un décret du 20 octobre 1988 qui obligeait chaque clan à retourner dans sa juridiction.

La guerre se déroula tardivement à Mogadiscio, quand l'opposition finit par rallier les Hawiye de la capitale et provoqua de sanglantes manifestations de rues en juillet 1989 (Simons, 1995). En novembre 1990, le bombardement des quartiers hawiye par l'armée fit des milliers de morts. La capitale sombra alors dans le chaos. Les troupes gouvernementales durent abandonner les casernes de Daynile et Odweyne tandis que la population s'emparait des armes laissées sur place et libérait quelque 2 000 prisonniers de droit commun. Les derniers partisans de Siad Barre se replièrent sur la banque centrale, la base de l'armée de l'air, l'aéroport et le palais présidentiel, Villa Somalia (Afrah, 1993 et 1994, p. 41-43).

La victoire de l'opposition fit fuir les Darod, qui étaient tous suspectés d'avoir soutenu la dictature. Ceux restés sur place furent massacrés, parfois d'ailleurs aux côtés d'Isaaq avec qui ils étaient confondus parce qu'ils parlaient un même dialecte et revendiquaient un ancêtre commun (Compagnon, 1998, p. 78). Les autres quittèrent le pays ou allèrent se réfugier dans les villes de province. Résultat, une bourgade comme Bosaso, dans le nord, a atteint 45 000 habitants selon l'UNICEF fin 1996 et même 120 000 selon l'UNDOS courant 1997, contre 10 000 avant guerre. De même Las Anod a-t-elle compté jusqu'à 20 000 habitants contre 2 000 en 1991. Les déplacés représentaient environ 70 % de la population à Bosaso, 61 % à Las Anod et 30 % à Garoe, une localité de 15 000 habitants. Dans ces deux dernières bourgades, 33 % des déplacés venaient en l'occurrence d'Erigavo, Burao ou Hargeisa et 28 % du sud de la Somalie.

Les zones rurales, certes, ont été beaucoup moins touchées par un tel mouvement migratoire ; celles d'Erigavo et Las Anod, par exemple, n'ont enregistré

que 2 % de déplacés (Holt et Lawrence, 1992, p. 20). Mais des camps ont pu se créer de toutes pièces, donnant l'illusion de villes virtuelles. Au sud de Burao, Yerowe est ainsi devenu un gros centre de contrebande vers l'Éthiopie. D'une surface de cinq kilomètres carrés, il a accueilli plus de 60 000 personnes selon certaines estimations : des citoyens chassés de Burao aussi bien que des Hawiye et des Darod qui fuyaient le sud de la Somalie, en particulier les zones de combats autour de Baidoa.

Les villes du sud, elles, n'ont pas échappé au phénomène. Avec les combats et la famine de 1992, la population de Kisimayo est passée à 80 000 habitants en 1995, peut-être même jusqu'à 125 000, alors que le port, frappé de plein fouet par la crise économique, n'abritait que 30 000 habitants au recensement de 1975 et 52 000 d'après des projections de 1986 (*Le Monde* 28/12/1985 ; Little, 1996, p. 35-36 ; Little, 1992). L'arrivée massive de déplacés a d'ailleurs provoqué un effet "boule de neige". Fuyant Mogadiscio avec armes et bagages, les Darod, en particulier, ont chassé les populations des villes qu'ils ont occupées, essentiellement des Rahanwein : 50 000 des 60 000 habitants de Baidoa et 20 000 des 30 000 habitants de Bardhere leur cédèrent la place avant que les "réfugiés" ne poursuivent leur route vers le Kenya ou l'Éthiopie. En août 1992, on estimait que Baidoa accueillait 45 000 déplacés, la Basse Shebelle 60 000 et Kisimayo 50 000 (Waal, 1997, p. 165 ; Rogge, 1992). Entre-temps, Mogadiscio se vidait de sa population. Le départ du dictateur à la fin de janvier 1991 ne mit pas un terme aux combats. Les affrontements de septembre 1991 firent 30 000 morts, dont 14 000 sur Mogadiscio, et précipitèrent un tiers des habitants sur les chemins de l'exode, essentiellement des Darod qui n'allaient d'ailleurs pas tarder à être remplacés par des Hawiye. Les trois quarts des déplacés que compte aujourd'hui la capitale sont arrivés en 1992.

## **La réorganisation de Mogadiscio dans la guerre**

La suite des événements allait en grande partie conditionner l'installation des nouveaux venus. Après l'effondrement de la dictature, deux clans hawiye s'entre-déchirèrent pour le pouvoir : les Abgal de la zone côtière le long de la Shebelle et les Habr Gedir des régions semi-désertiques de Galgaduud et Mudug. Les Habr Gedir étaient emmenés par le sous-clan Saad du général Mohamed Farah "Aidid" tandis que les Abgal suivaient leur "président" Ali Mahdi et son lignage Harti. *Grosso modo*, le général "Aidid" parvint à rassembler la plupart des Habr Gedir, à savoir les lignages Saad, Air, Suleiman, Sarur et Duduble. S'y adjoignirent des Hawadle, des Sheikal, des Galjaal et même des Dir, qui n'étaient pas des Hawiye. De son côté, Mahdi reçut le soutien des lignages Abgal, des Wadan, des Ujejen, des Mobilen, des Murosade et de quelques Hawadle.

Pour autant, ces allégeances claniques ne structurèrent pas durablement la poursuite des affrontements. Bien des Hawiye ont évité de prendre clairement

position pour l'un et l'autre des belligérants, ceci afin de garder leur neutralité et de ne pas être prisonniers d'une alliance. Les Herab ont signé un accord de paix en janvier 1994 tandis que les Hawadle, qui occupaient l'aéroport international, ont choisi une tactique d'entrisme dans les deux camps. Les alliances n'ont jamais tenu longtemps et n'ont pas obéi qu'à des liens de parenté (Djama, 1992). Des motivations économiques et personnelles sont aussi intervenues. Les Murosade, qui contrôlaient la zone portuaire, rallièrent par exemple les Abgal. En retour, Ali Mahdi promut un homme d'affaire murosade, Mohamed Qaniare Afrah, à la présidence de son parti.

Pire, les factions se disloquèrent à un niveau toujours plus fin, tels les Harti d'Ali Mahdi contre les Wabudun Daud de Musa Sudi Yalahow et les Waesle de Hussein Hadj Bod. Les animosités étaient parfois anciennes. Au sein de deux sous-clans Habr Gedir, on raconte ainsi qu'en 1983 les Suleiman avaient repoussé les militaires de Siad Barre qui avaient tenté de violer une lingère de lignage Saad. Ils en auraient profité pour demander aux Saad de combattre la dictature avec eux mais ceux-ci auraient refusé car ils étaient liés au clan du président par des mariages et des prébendes (Marchal, 1992b ; Marchal et Messiant, 1997, p. 225). Du coup, les Suleiman refusèrent en 1991 d'appuyer "Aidid", un Saad. Chez les Habr Gedir toujours, Saad et Air s'affrontèrent ensuite à propos de la station de pompage tenue par ces derniers. Depuis lors, les Air ont fondé en août 1998 leur propre organisation politique, l'United Somali Republic Party, qui est mené par Galadid Darman, le fils d'un ancien ambassadeur à Washington. Chez les Saad eux-mêmes, les lignages Rer Jalaf de Mohamed Farah "Aidid" et Rer Hilowle d'Osman Hassan Ali "Ato" finirent par "divorcer". Les combats se résumèrent bientôt à des conflits de personnes, faisant douter de la capacité des seigneurs de guerre à être obéis de leurs troupes.

Cette fluidité des mobilisations explique notamment qu'il n'y ait pas eu à Mogadiscio de division aussi tranchée qu'à Beyrouth par exemple (Bourgey, 1980). Avant l'arrivée des Américains fin 1992, il n'y avait pas de véritable ligne de front, les affrontements étaient monotones et leurs enjeux quasi-nuls (Marchal, 1992c). Faute de logistique, les combattants n'arrivaient pas à tenir leurs positions plus de quelques jours et se faisaient la guerre dans des quartiers au peuplement mélangé, avec les deux populations rivales. Les zones d'affrontement étaient fluctuantes et perméables. Les seuls bastions sûrs se trouvaient en banlieue pour le ravitaillement et le repos des belligérants tandis que la neutralité des trois hôpitaux de Digfer, Benadir et Medina était en principe garantie par un accord du 3 janvier 1992.

Le cosmopolitisme et la taille de Mogadiscio ont aussi contribué à l'absence de démarcation. De ce point de vue, la capitale s'est fondamentalement distinguée des petites bourgades de campagne, où des répartitions claniques plus évidentes avaient dessiné des lignes de front toutes naturelles. A Burao par exemple, deux clans isaaq se partageaient la ville en fonction de leurs itinéraires traditionnels de transhumance : les Habr Jaalo habitaient à l'est et les Habr Yunis à l'ouest. En 1991, ces derniers ont soutenu l'indépendance du Somaliland et son premier président, Ali Tur. Mais ils se sentirent lésés lorsque les notables du pays, réunis à

la conférence de Borama, décidèrent de faire appel à un homme qui n'était pas de leur clan, Ibrahim Egal, pour prendre les rênes du pouvoir à Hargeisa en 1993. Se plaignant aussi de ne pas être bien représentés dans la nouvelle armée nationale en formation, ils semblèrent alors appuyer l'idée d'une réunification avec le sud dans un cadre fédéral alors qu'Ali Tur faisait défection et ralliait les seigneurs de guerre à Mogadiscio. Les Habr Yunis avaient d'autant plus de raisons de craindre une marginalisation économique que les troupes d'Egal s'emparèrent du port de Berbera et de l'aéroport de Hargeisa. La victoire d'Egal les priva de leur débouché maritime et commercial à Berbera, où ils étaient propriétaires, dit-on, de 60 % du bâti. Lors des combats de décembre 1994 et de mars 1995, les Habr Yunis chassèrent donc les Habr Jaalo de Burao, en particulier le lignage Musa Abokr. Reproduisant les vieux schémas de leurs implantations respectives, les premiers allèrent vers l'ouest à Odweine et les seconds à Yerowe, le plus proche point d'eau à la sortie sud de Burao.

À Mogadiscio en revanche, les brassages claniques n'ont pas permis de fixer aussi clairement des lignes de démarcation. Sous le patronage des Américains, l'opération "Rendre l'espoir" y a beaucoup plus contribué en figeant la situation militaire le long d'une Ligne verte ainsi dénommée à cause des arbres plantés dans les larges avenues "socialistes" du temps de Siad Barre (*Le Monde*, 10/12/1992 ; Smith, 12/12/1992). Au sud, Aidid tenait les banlieues de Darkenlei, Hodan, Wardiglei et Wadajir. Au nord, les quartiers de Karan, Lido, Shibis et Yaqshid étaient aux mains de Mahdi. Les Abgal réussirent aussi à garder l'enclave de "Bermuda" dans une zone contrôlée par les partisans du général Aidid (Hélène, 4/12/1992). Les Habr Gedir restèrent minoritaires même au sud.

Les recompositions intra-urbaines entre Mogadiscio Nord et Mogadiscio Sud devaient finalement moins compter que l'encercllement de la ville par les campagnes. La lutte entre deux seigneurs de guerre vit s'opposer deux populations fort différentes. D'un côté, des Abgal sédentarisés depuis longtemps dans la capitale ; de l'autre, des migrants Habr Gedir. Les premiers étaient moqués comme de vulgaires porteurs d'eau, au mieux des petits commerçants, tandis que les seconds se vantaient d'être de véritables guerriers : au moins relâchaient-ils leurs prisonniers désarmés quand ils ne pouvaient pas les nourrir. Les Abgal, eux, étaient réputés pour attaquer la nuit et fuir le jour. Mais ils considéraient les Habr Gedir comme des pillards compromis avec Siad Barre. Populations d'origine pastorale, ces derniers faisaient figure de fauteurs de troubles, en particulier pour les anciens habitants de Mogadiscio qui n'avaient pas d'activité armée et qui en furent les premières victimes. Jeunes pillards venus pour la plupart d'un milieu semi-aride, les *mooryaan* ont été typiques du formidable exode rural que la guerre a attisé (Marchal, 1992a).

Aujourd'hui, l'insécurité est tout aussi grande car le danger est imprévisible, sans fief ni ligne de front. Il y a peu de combats mais il s'agit désormais de conflits d'intérêts entre quelques individus qui n'ont même plus le soutien de leurs clans et qui ne peuvent guère mobiliser qu'une poignée de gardes privés. Les grands seigneurs de guerre sont partis ou sont morts. Aidid a été tué en 1996, après le

départ de l'armada onusienne, et son fils, Hussein, n'a pas réussi à s'imposer avec autant d'autorité. Quant à Mahdi, il a carrément été chassé par ses propres hommes en 1999 et son vice-président, Hussein Hadj Bod, n'a pas vraiment pris la relève. Entre les tribunaux islamistes et quelques chefs de quartier comme Musa Sudi Yalahow sur l'aéroport international, Jama Mohamed Furuh sur le port ou Osman Ato sur l'ambassade américaine, la situation politique donne le sentiment d'une extrême dislocation. Le quartier d'Hawl Wadag est symptomatique de cette décomposition : on y entre sans avoir la certitude d'en ressortir vivant et il a été surnommé Bermuda par allusion au fameux triangle des Bermudes, où bien des navires ont mystérieusement disparu.

En outre, l'économie formelle s'est complètement effondrée. Du fait des rivalités entre Mahdi et Aidid, le port a été fermé en novembre 1992 puis, après l'intermède américain, en octobre 1995. Depuis lors, il n'a jamais pu être réouvert, ce qui a obligé à trouver des substituts éloignés du côté de Merka et Jezirah, respectivement à cent dix et douze kilomètres au sud, ainsi que de la plage d'El Ma'aan, trente-cinq kilomètres au nord. Quant à l'aéroport international, il a été remplacé par l'ancienne base soviétique de Bali Dogle, sous le contrôle d'Abdulkarim Mohamed Farabadhan à une bonne centaine de kilomètres à l'ouest, et par la "piste sauvage" d'Isaley, à une vingtaine de kilomètres au nord sur un terrain remblayé et géré par le secteur privé, en l'occurrence la Camel Transport Company.

## **Les raisons d'une attraction urbaine en temps de guerre**

On peut donc se demander pourquoi des déplacés continuent de venir sur Mogadiscio (tableau 1). Le fait que les ressources de la prédation se trouvent en ville a pu constituer un premier élément d'explication. Puis, une fois la ville pillée, la débrouille, la contrebande et la focalisation de l'aide humanitaire sur la capitale ont compensé le manque à gagner. Des trafics de toutes sortes ont alimenté les flux commerciaux. Si les marchés de Karan, de Medina et d'El Gab n'ont pas toujours pu prospérer à cause de la proximité des zones de combat, ceux de Bakara et Monopolio ont tiré parti de leur éloignement du centre-ville. Ceci, d'ailleurs, les avait déjà préservés des milices de Siad Barre car même les militaires n'y entraient pas. Bakara était spécialisé dans la contrebande d'armes et Monopolio dans la vente des matériaux de construction. Créé en 1985 dans un quartier peuplé d'Abgal, d'Habr Gedir et de Murosade, Bakara fut même victime de son succès. Le marché devint si encombré qu'il fut détruit par un incendie en juillet 1995.



**Tableau 1. La population de Mogadiscio**

Année	Population
1930 (statistiques coloniales)	50 000
1940 (statistiques coloniales)	65 000
1970 (projections)	223 000
1975 (recensement)	370 671
1981 (projections)	500 000
1989 (estimations municipales)	2 000 000
1991 (estimations du PNUD)	1 000 000
1997 (estimations de l'UNDOS)	752 000

La logistique humanitaire aussi a joué un rôle essentiel dans l'attraction urbaine, ceci expliquant d'ailleurs le gonflement des chiffres de 1992 quant au nombre de déplacés (tableau 2). Les cuisines collectives mises en place par le Comité international de la Croix Rouge, notamment, ont attiré les résidents autant que les déplacés. Elles ont provoqué des regroupements et des créations artificielles de camps afin de bénéficier de distributions supplémentaires, par exemple à Qur'ale ou Ali Hussein, simples subdivisions de Tiribuna et 21 October respectivement. Témoins de cette manne, bien des camps prirent le nom d'organisations humanitaires telles que le HCR, l'UNICEF et le PNUD du côté onusien, Oxfam du côté britannique, ACF du côté français, Ibnatamiya et al-Haramein du côté saoudien, Abudubai du côté émirati ou Ayasan, Polygram et Abisedo du côté somalien. D'après les sondages de SCF à Mogadiscio en 1993, 52 % des déplacés se nourrissaient exclusivement de l'aide alimentaire, 90 % en dépendaient d'une manière ou d'une autre et 13 % touchaient une rétribution en nature de la part des ONG. A l'époque, on estimait qu'un tiers vivaient de la revente de leur ration et personne ne se plaignait d'insécurité dans les camps. Le sud de Mogadiscio est d'ailleurs devenu plus riche que le nord car l'UNOSOM s'y était établie et les fruits du pillage y étaient mieux répartis entre les différentes factions. À l'échelle du pays, la concentration de l'opération Restore Hope sur Mogadiscio a privilégié la ville au détriment des campagnes, à tel point que des experts favorables à la fédéralisation de la Somalie ont proposé un déménagement de la capitale une fois la paix rétablie (Lewis *et al.*, 1995, p. xix).

**Tableau 2. Estimations du nombre de déplacés à Mogadiscio**

Année	Population		Nombre de sites selon l'annexe, y compris les orphelinats	Nombre de camps selon le PNUD en 1992, l'UNOSOM en 1993-1995 et ACF en 1997
	Compilation de l'annexe	Autres sources		
1992	n.d.	275 000	n.d.	77
1993	89 006	190 000	238	76
1994	115 000	143 000	254	93
1995	80 718	250 000	259	109
1997	92 430	234 000	249	201
1998	138 995	n.d.	244	n.d.
1999	252 935	n.d.	222	n.d.

Accompagné d'une réduction drastique de l'aide humanitaire à partir de 1996, le départ des Américains et de l'ONU a bien sûr entraîné des changements majeurs à cet égard. Peu avant leur retrait, les organisations caritatives ont voulu se donner bonne conscience en tablant prématurément sur une stabilisation de la situation et ont tenté de faciliter un rapatriement des déplacés vers leur région d'origine, essentiellement la province de Bay : le Camp 124, la Kitchen 53, Asli et Jirde-Fish ont ainsi été vidés de leur population pour ces raisons. Plus simplement, bien des camps et des orphelinats ont fermé leurs portes faute de soutien extérieur, tels Shuke, Shureye, Eno, Anzilotti, Port Africa, Shandinle, Polygram, Urdo ou UNICEF dans le quartier de Hamar Jajab.

Mogadiscio n'a cependant pas perdu tout intérêt. La ville offrait d'autres opportunités. Suivant les sondages, entre 40 % et 50 % des déplacés y ont mené une activité économique, à commencer par les plus anciens arrivés. Un bon tiers, peut-être jusqu'à 40 %, y ont eu un emploi journalier, en particulier pour ce qui était des déplacés d'origine agricole et non pastorale. En revanche, le travail salarié, le petit commerce et l'artisanat n'ont occupé qu'une minorité des déplacés, à peine 2 %, 5 % et 5 % respectivement. Au total, moins de 11 % ont fait dans le passé l'expérience d'un travail salarié, ce dernier pourcentage atteignant cependant 25 % pour ce qui était des citoyens déplacés à l'intérieur même de Mogadiscio. Dans bien des cas, tout ceci n'a en fait pas dépassé le stade d'une logique de survie : confection de nattes, couture, blanchisserie, recyclage des matériaux usagés, portage sur les marchés, collecte du bois, revente de l'eau, mendicité... A quelques exceptions près, surtout dans les villages de la périphérie, on n'a pas plus relevé de traces de potagers dans les camps.

## De la diversité dans la misère

Cette très grande misère se retrouve à tous les niveaux. Résultat de la guerre, de la hausse de la mortalité et de la baisse de la fécondité, les familles déplacées comptent par exemple moins d'enfants en bas âge que la moyenne nationale. Si les réfugiés éthiopiens échappent souvent à ce schéma, c'est sans doute parce qu'ils sont parmi les premiers arrivés à Mogadiscio et donc les mieux implantés. Pour la majorité, c'est en fait la pauvreté qui fait d'eux des déplacés et non des migrants. Sachant que la guerre a chassé la majeure partie des habitants de Mogadiscio, c'est finalement la vulnérabilité qui distingue les déplacés des résidents. Le constat impose une lecture très sociale du phénomène. Tandis que le résident a une activité économique, reçoit souvent des subsides de parents établis à l'étranger et paie environ 300 000 shillings pour un deux-pièces, environ trente dollars par mois, le déplacé, lui, n'a pas de travail régulier, est dépendant de la charité d'autrui, ne verse aucun loyer et habite des terrains sans valeur marchande immédiate.

Les camps portent d'ailleurs des noms somali, arabe, oromo, italien ou anglais qui sont significatifs de leur précarité. Les uns font appel à la chance (*baraka*), à l'espoir (*rajo*), à la grâce de dieu (*allamagan*, *tawakal* et *tabarak*), à l'aide (*gargaar*), à la bonne fortune (*barwago*), à l'abondance (*himlo*) ou à la force (*hoga*). D'autres promettent un avenir radieux (*ayasan*), la félicité (*naïma*), le bonheur (*bisharo*), la sérénité (*tawfiq*), la paix (*nagele*), la réconciliation (*maslah*), l'unité (*midnimo*), la fertilité (*ramo*), le raffinement (*fino*), l'émerveillement (*maan sha allah*), voire, plus prosaïquement, de la viande hachée (*hache*). Mais dans leur version pessimiste, ils font plutôt référence à des pleurs (*olole*), à un visiteur imprévu (*kedis*), à la dette de la nation (*boli qaran*), au jeûne du *ramadan*, au dépotoir où les déplacés ont débarqué (*hanbulhan*) et à leur puanteur à force de courir et de suer (*sharey*).

Une telle étymologie de l'urgence témoigne bien d'une extrême vulnérabilité. Les migrants ont dû se placer sous la protection de notables tels qu'Abakarow, Hirei Kassim, Shaamo et Bilaal, dont les camps invoquent directement les noms. Les chefs des confréries religieuses, en particulier, ont beaucoup aidé les déplacés à s'organiser dans des concessions auxquelles l'autorité des cheikhs conférait une certaine immunité, quand ce n'était pas directement à l'intérieur de mosquées, indienne à Hamarweyne et koweïtienne à Médina (Pérouse de Montclos, 2000b). De simples particuliers ont aussi pu jouer le rôle de "protecteurs" en autorisant les indigents à venir puiser l'eau de leurs puits. Urdo, Shureye et Elias Noor Osman étaient en l'occurrence des maîtres d'école ; Ibnatamiya, un donateur arabe ; Gafow, un colonel autrefois responsable de l'émission des passeports aux services d'immigration ; Rashid, le propriétaire d'un garage ; Hashi Weheleye et Hady Daud, les gérants des hôtels Wehlie et Alafweyn respectivement ; Hady Sheikh Isse, le

directeur qui a permis aux déplacés de s'installer dans les bâtiments désaffectés de son agence maritime ; Ismaïl Jimale, un célèbre militant des droits de l'homme du temps de la dictature ; Jirde Hussein, un homme d'affaires qui avait loué sa concession à l'ambassade soviétique et qui y fonda ensuite un orphelinat lorsque les Russes quittèrent le pays, etc. Les personnalités de l'Indépendance ont aussi été mises à l'honneur. Kamaal était un Égyptien qui avait beaucoup œuvré à l'ONU pour demander le départ du colonisateur italien et qui a mystérieusement été assassiné dans les rues de Mogadiscio à l'époque. Les fondateurs de la SYL, le grand parti indépendantiste, n'ont évidemment pas manqué à l'appel : Abdulkadir Sheikh Saqaawo Diin, qui avait donné son nom à l'école où les déplacés s'établirent ; Abdullahi Isse, qui avait lancé une organisation, Abisedo, en faveur du développement ; Hassan Gedi Abtow encore, qui était originaire de la Moyenne Shebelle comme les occupants du camp Abtow.

Pour autant, les déplacés n'ont pas dépendu que du bon vouloir de leurs "protecteurs". La plupart se sont organisés sous l'égide de comités dont le président était chargé des relations avec les organisations humanitaires ou les miliciens et dont le porte-parole était souvent un Hawiye au vu de la domination de ce clan et de ses facilités de contacts à Mogadiscio. Bien des camps ont ainsi été baptisés d'après le nom de leurs fondateurs, tels Ossoble et Assey, ou des présidents de leurs comités, tels Harun Abib, Misheela, Abukar Omar Adane, Hayow, Ismaïl Hirsi, Kutubiye, Mahmud Fito, Rajis, Moktar Noor, Barley, Raqeyle et Muuse. Pas toujours flatteurs, les sobriquets sont courants dans la culture somali, ce afin de distinguer des homonymes fort nombreux. Les présidents de comités n'y ont pas échappé et ont parfois été plus connus sous l'appellation de "Grand Lutteur" (Hosweyn), de "Chinois" (Chinese), de "Mangeur de Poisson" (Kalundi), d'"Horrible Noir" (Shuke), de "Chauve" (Bidar Dhere) ou de vieillard voûté en forme de "Cuillère en Bois" (Moqa) ; à moins qu'ils n'aient rendu hommage à un parent, leur grand-père par exemple (Galbeed et Gutale).

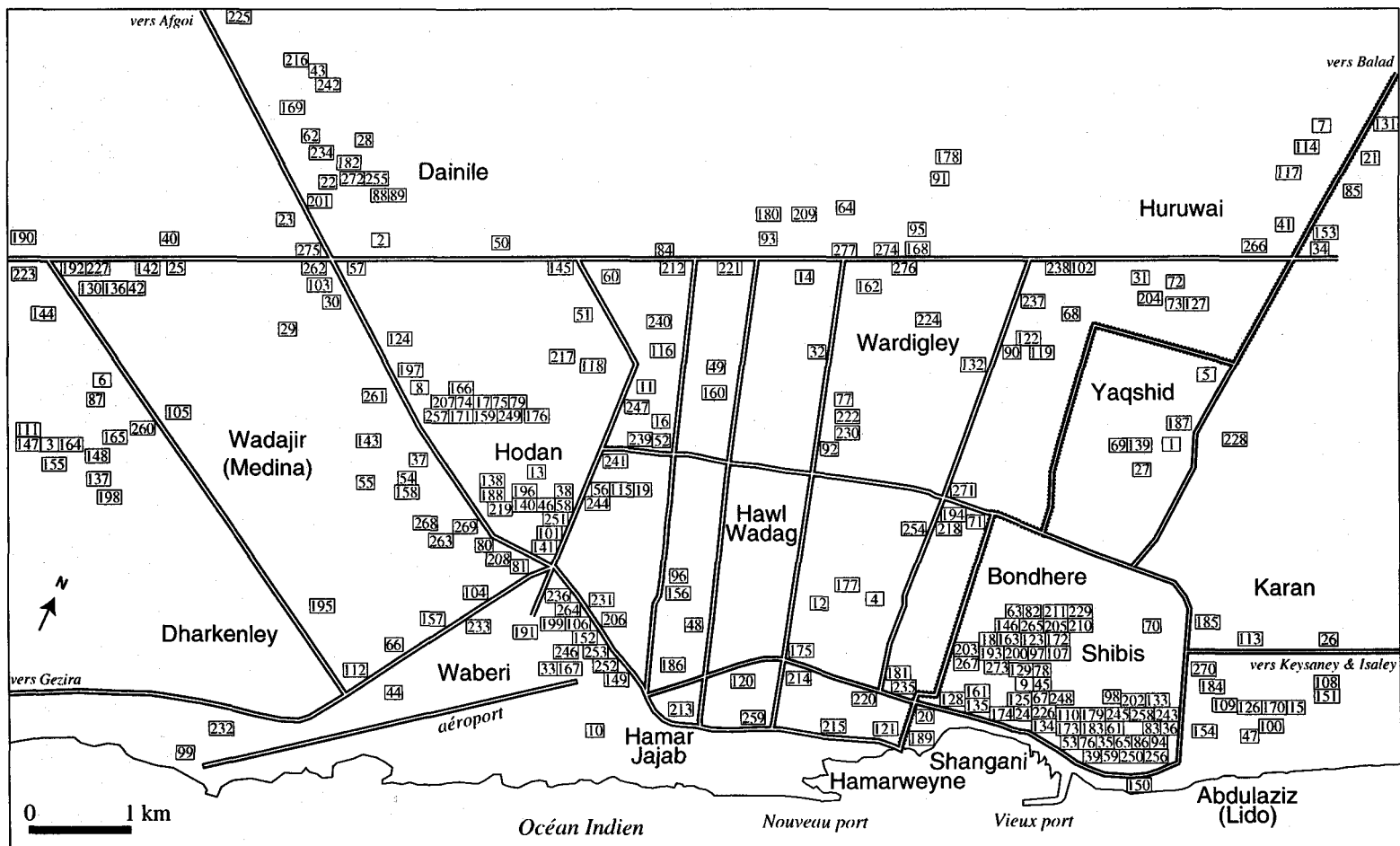
De tels comités ont tenté de canaliser les nouveaux arrivants, soit dans des huttes sur des terrains vagues, soit dans des bâtiments devenus vacants. Certains ont aussi trouvé à se loger chez l'habitant, dont ils ont partagé la cour africaine parce que la famille d'accueil espérait ainsi bénéficier des distributions d'aide alimentaire. Ce fut notamment le cas à Médina et Waberi, où ils étaient 25 000 dans chacun de ces quartiers d'après des chiffres de 1993. Dans les districts de Waberi et Abdulziz, les déplacés ont constitué entre le quart et la moitié de la population locale respectivement. Le district de Hodan, lui, a accueilli un bon tiers des migrants, ceux-ci représentant une proportion équivalente à celle de la population du quartier.

Les noms de quelques camps retranscrivent d'ailleurs cette insertion dans le tissu urbain, par exemple dans la banlieue de Boli Qaran, dans la première section de Waberi - Lanta Kowad - ou dans les hameaux périphériques de Daynile, de Kahelmi, de Gubta, d'El-Marer et d'El-Qalow. Sur l'emplacement d'un village qui s'appelait autrefois Iskuraran - "être ensemble" - et qui allait devenir l'actuel quartier de Waberi, l'orphelinat d'Anzilotti a plus précisément repris le nom colonial d'un administrateur italien qui avait divisé l'endroit en parcelles. Le camp

de New Horseed, ou Avant-Garde, a quant à lui remis en usage la terminologie révolutionnaire d'un sous-quartier de Shingani ainsi rebaptisé après le coup d'État de 1969. De son côté, Saakow Nimale a fait référence au district de la Moyenne Juba d'où venaient les habitants du quartier avant de fuir avec la guerre et de céder la place à des réfugiés éthiopiens. Kulmis, enfin, était un lieu de réunion propice à la rumeur et à la contestation.

Du village périphérique au centre-ville, la diversité des situations explique en fin de compte une implantation très dispersée, bien que concentrée sur Mogadiscio Sud, qui compte les plus gros "camps" (figure 1). Symboles de l'État, les administrations ont particulièrement été pillées, laissant le champ libre aux nouveaux arrivants. Ceux-ci ont occupé les ministères de l'intérieur à Arimaha Gudaha, de la défense à Gashandiga, de la planification à Wakalada Qorshenta, de la pêche à Kallunka, de l'industrie à Warshadaha, de l'éducation à Wahbarashada, des travaux publics et du logement à Hawlaha Guud iyu Guriyeynta, des affaires communautaires à Bulsho, des transports à Gadiidka, des ressources animales à Hananda Holah, ainsi que le cadastre municipal à Dhulbihinta, le service des eaux à Wakalada Biya, l'agence de lutte contre la malaria à Dumo, le centre vétérinaire à Veterinary, le bureau de poste à Postada ou le building des télécommunications à Isgaarsiinta. Tout aussi représentatifs du régime honni, la tribune présidentielle à Tiribuna, les HLM Casa Popolare des fonctionnaires du gouvernement, les demeures ministérielles du type de la villa Baidoa, le siège du parti unique Isbiga et le quartier général de l'organisation de jeunesse Ubaha Ka'anka, c'est-à-dire les "Fleurs de la Révolution", ont subi pareil sort.

De même, évidemment, en ce qui concerne un appareil coercitif omniprésent : la résidence des gardiens de prison à Asluubta, le commissariat de police à Serindi, le quartier général de la milice à Guulwade ou le camp d'entraînement des forces mobiles Darawishta à Agadig, ainsi appelé en hommage à la bataille des "pieds en sang" qu'avait menée le "mollah fou" contre le colonisateur britannique au début du XX<sup>ème</sup> siècle. La verve populaire n'a pas été dénuée d'une certaine ironie politique à cet égard. Si le camp du Premier Juillet fait référence à la date de l'indépendance en 1960, ceux du Vingt-et-un Octobre et du Vingt Décembre moquent plutôt les grands événements du temps de la Révolution, respectivement la proclamation du socialisme scientifique comme doctrine d'État en 1970 et la promulgation d'une Constitution en 1979. Rebaptisé Hoga, le camp de Kulmis était aussi lourd de sens car il rappelait la radio homonyme des rebelles, qui émettait depuis l'Éthiopie ses invectives contre la dictature Siad Barre.



© M.-A. de Montclos, IRD

Figure 1. Les camps de déplacés à Mogadiscio

Bien entendu, l'implantation des déplacés a d'abord et avant tout obéi à une logique d'insertion dans les espaces disponibles : les bâtiments vacants de l'aéroport international à Afasioni, le grand rond-point du Kilomètre 4, les parcs comme Jardinka, les dunes de la plage du Lido à la Marina en passant par Beach et C II, dont le C prononcé en anglais désigne la mer (*sea*)... En dépit de leur immunité diplomatique, les ambassades désertées n'ont pas plus échappé à l'invasion ; les États-Unis, l'Arabie saoudite, Djibouti et la France en ont fait la triste expérience. De ce point de vue, les terrains de l'armée, très nombreux et fort vastes, constituaient des réserves de choix, notamment les casernes Halane et Odweyne, l'école de guerre Kuliyada, le camp d'entraînement d'Aban Dulka sur l'ancien campus universitaire, l'hôpital militaire à Hoga, l'hospice des anciens combattants et des handicapés à Huryaminta, le check-point d'ex-Control sur la route d'Afgoi, le département de la logistique et des uniformes à Sedka Talinka, le Génie civil à Damanyo, etc.

Autre héritage d'un régime qui avait beaucoup misé sur l'éducation, les institutions scolaires n'ont pas été en reste, avec les écoles primaires obligatoires Khassab, les lycées Benadir et Hamar, les locaux de l'institut polytechnique, les dortoirs de l'Université Gaheir, l'académie Manahijta, l'école coranique de la Casa Povero, l'école normale de Wahbarashada à Huruwai, les établissements Shibis, Nasir et New School, le Collegio Nova Somalia enfin, où s'installa l'orphelinat Restore Hope. La faculté de médecine, le laboratoire central d'analyse du sang et les hôpitaux de Benadir ou de Médina n'ont pas plus été épargnés. De par leur taille, les sites industriels ont aussi offert de multiples possibilités de campement, à commencer par l'usine Coca Cola, les établissements pharmaceutiques de Warshadaha Daawada, la tôlerie de Warshadaha Birta, les ateliers d'ustensiles de cuisine à Warshadaha Ma'unta, la fabrique de meubles Mobile, la savonnerie Soap, la manufacture de cigarettes Warshadaha Sigaarka iyo Taraqa, les magasins de dallages à Marmarka, les agences gouvernementales de machines agricoles à ONAT et NATCO, les entrepôts ENC des services d'importation, les silos de grains d'ADC et la tannerie Hargaha Saamaha.

Réduit à sa plus simple expression par un régime épris de nationalisations, le secteur privé est évidemment moins bien représenté à cet égard. Des camps se sont certes installés aux abords du marché Monopolio, des abattoirs de Suga Holaha et du terrain de foire d'Arwo. Les hôtels Juba, Naso Hablod, Taleh, Stadium et Shebelle ont aussi retenu un certain nombre de déplacés, ainsi qu'un cinéma, Hadramut, un bar, Barwa, et même un ancien bordel, Goh iyo Garon, qui évoquait des "rumeurs au loin". Mais pour le reste, il s'agissait plutôt d'institutions parapubliques telles que les bureaux de Somali Airlines, le siège des coopératives à Patera ou les assurances Eymis.

La toponymie ne reste pas moins instructive en ce qui concerne les conditions de l'installation en ville. Certains camps retracent les étapes de l'exode. *Al-Hijra* fait référence à l'Hégire, c'est-à-dire à la migration du prophète à Médine lorsque celui-ci fut chassé de La Mecque. *Godana* évoque l'action de bouger sans cesse ; *halgan*, la lutte pour la libération ; et *banisa*, la longue distance parcourue à pied.

*Meykarebey*, ou *maha ka rebay* en dialecte *may may*, signifie : "pourquoi ne viens-tu pas avec nous" ? D'autres rappellent la configuration des sites où les déplacés se sont installés, ou de ceux dont ils provenaient : une colline (*tarbe*), un terrain vague (*bananey*), un espace bien ventilé (*abay dahan*), un puits très profond (*el-qalow*), un fruit (*marer*), un ruisseau de bonne augure (*farjano*), une pierre (*dakaja*), un sol salin (*ukuro*), une mare rouge (*wargadud*), une grande carrière (*kawa godey*), de l'orge (*barley*), une terre sauvage et aride (*sala*), etc. Les arbres, en particulier, ont été des repères fort remarquables au vu de leur importance en milieu rural. *Garun* est un bâton ; *geed timir*, un datier ; *kurtun*, une souche ; *ghalaluwe*, des épineux ; *habkole* et *fohle* désignent de l'encens, le *rundi* fournit l'armature des tentes en pays garreh, le *shantu* sert à brûler des parfums.

D'une manière générale, les arrivées dans la capitale ont beaucoup été fonction des conditions de transports, de la distance à parcourir, des relations en ville ou dans les pays voisins et des possibilités de survie dans la région d'origine ou dans les bourgades d'importance secondaire avant Mogadiscio. Les déplacés ont essayé de suivre le chemin le plus court vers la capitale et ont naturellement débarqué dans la zone géographique qui leur était contiguë. Les arrivées se sont souvent faites en groupes, ce qui explique un regroupement spontanément clanique. D'après les relevés de SCF en 1993, les déplacés originaires de Baidoa, Kisimayo, Bur Hakaba, Jilib, Merca et Afgoi sont ainsi allés dans le sud de Mogadiscio tandis que ceux de Jowhar, Balad et Wanle Weyn allaient plutôt au nord, les cas de Qorioley et Jalalaqsi étant plus singuliers puisqu'ils ne recoupaient pas les itinéraires les plus directs et franchissaient des lignes de front.

Dans des cas bien précis, certains camps se sont donc organisés sur une base clanique. A Ukuro, Godana, Ghalaluwe, Wargadud, Dimtu, Sololo, Odo et Sala, on trouve par exemple des réfugiés oromophones de l'Ogaden. Appelés *Karanle* dans la région d'Imey le long de la Shebelle en Éthiopie, ils sont rattachés aux Hawiye Murosade en Somalie et ont de ce fait bénéficié des largesses du clan du ministre Mohamed Sheikh Osman, qui s'est arrangé pour leur faire distribuer les rations de l'opération "Rendre l'espoir". De même les Abgal Daud se sont-ils réunis dans les camps de Muhubo et Marina pour se placer sous la protection du chef de guerre Musa Sudi.

Le phénomène a par ailleurs pu résulter d'une convergence d'intérêts sur une base professionnelle, souvent avec les stigmates que l'on rencontre à l'égard d'une caste. Déconsidérés à cause de leurs divers métissages, les cultivateurs du *Rer Shebelle*, par exemple, ont trouvé abri dans la mosquée indienne de *Hamarweyne*, un endroit justement connu pour son cosmopolitisme ; le clan *shebelle* des *Kunle*, d'ailleurs, vivait déjà à Mogadiscio dans le quartier dit de la "honte lavée", *Ay Tira*. Victimes d'une certaine opprobre parce qu'ils mangent du poisson et non de la viande, les pêcheurs ont pareillement élu domicile dans un bâtiment voisin, rebaptisé pour l'occasion *Hotel Patera*, c'est-à-dire l'hôtel des marins. Tout aussi peu appréciés des éleveurs, les menuisiers ont quant à eux construit leurs huttes à *Geda Korow*, qui désigne un outil à bois. Méprisés, les chasseurs, enfin, se sont



regroupés dans les camps de Sharey et d'Eeyle, qui porte le nom d'un de leurs clans.

Sans préjuger d'une composition monoclanique qui reste exceptionnelle, bien des camps font eux-mêmes référence à la région ou au village d'origine des déplacés. Afar Waab Dhoobey évoque un "carrefour boueux" de la Basse Shebelle ; Tortorow est un "regroupement" de clans gareh et helai dans la province de Bay ; Hilowle Gaab est le fondateur d'une communauté de la Moyenne Shebelle ; Dakaja est un village du Gedo d'origine oromo ; Galbeed représente les Somali de l'Ouest, vraisemblablement de l'Ogaden éthiopien ; Basso Mudug vient de l'italien et désigne le Bas Mudug ; déformation de l'anglais *green*, Garin Jawiil rappelle les verts pâturages d'une zone frontalière de l'Éthiopie dans le Hiran ; Waqow, Tixsiile, Turdho, Gees Guud, Burdhubo, Baidoa, Villa Wajid, Qoryoley, Hiran et Farsoley mentionnent directement les localités ou les districts d'où les déplacés sont partis, ceci sans même parler de la vallée de la Shebelle, Wabi Shebelle. Les réfugiés éthiopiens n'ont pas été en reste, ainsi qu'en témoignent les camps de Harar, Mustahil, Takumo, Waqow, Dala, Sololo, Ukuro, Ghalaluwe, Wargadud, Oromo et Baali. Plus précisément, Somali Abow est le nom que les Somali donnent aux Oromo ; Ajar Shador est la montagne du Harar où l'empereur Haïlé Selassié est né ; Ashabito fait référence aux cendres des villages détruits par l'armée éthiopienne lors de la guerre d'Ogaden en 1977.

Au-delà des questions de solidarités lignagères, le regroupement en fonction des origines géographiques témoigne finalement du caractère encore temporaire de l'installation en ville. La provenance rurale des nouveaux arrivants en est une preuve supplémentaire. La moitié sont d'anciens cultivateurs et 14 % sont issus d'un milieu pastoral. La majorité sont venus de la région des deux fleuves (figure 2) : 31 % vivaient aux abords de la Shebelle, 27 % dans la région de Bay, 9 % dans les environs de la Juba et 5 % dans la province de Bakool (Broudic, 1997). A cela il faut ajouter 11 % de réfugiés en provenance de l'Ogaden éthiopien depuis la fin des années 1980, une proportion qui a pu augmenter à partir de 1996 à cause des incursions d'Addis Abeba à la frontière pour combattre les islamistes. D'après la Somali Refugees Agency, les réfugiés d'Éthiopie représentaient jusqu'à 30 % de la population des 138 camps que cette ONG locale avait recensés à Mogadiscio en 1998.

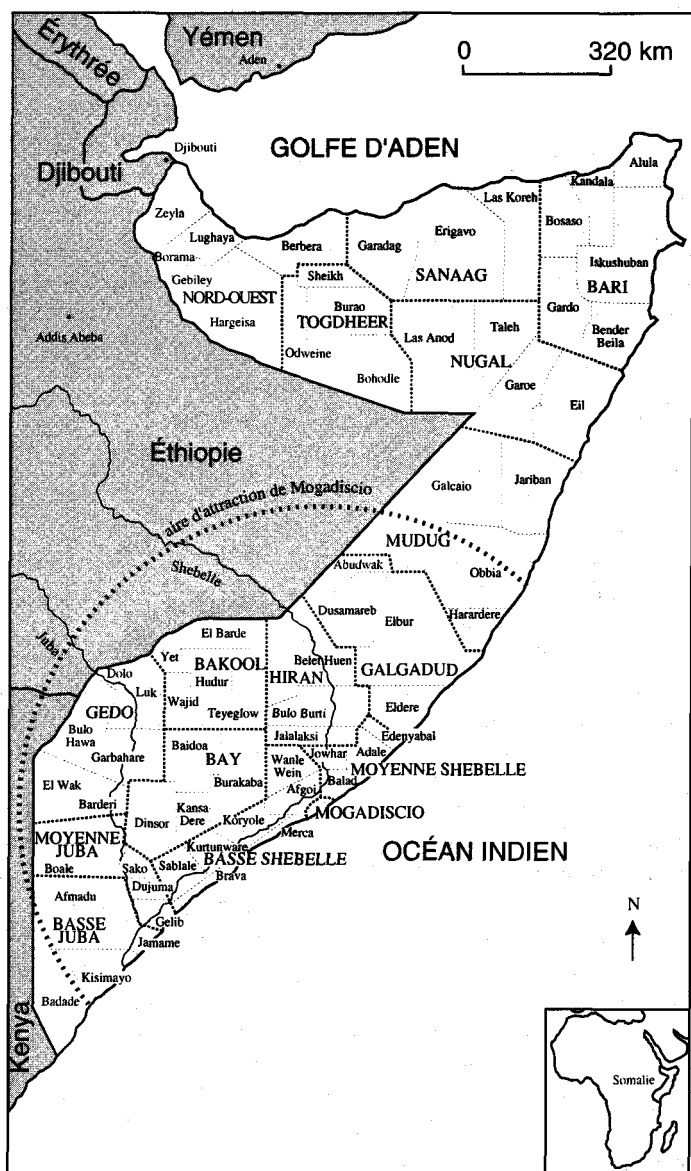


Figure 2. Districts et régions d'origine des déplacés à Mogadiscio

## De la pérennité d'une urbanisation de guerre

Sachant l'importance des processus d'acculturation urbaine, la brièveté de l'établissement en ville ne plaide pas non plus en faveur d'un enracinement citadin. En 1995, un tiers des déplacés étaient à Mogadiscio depuis moins de six mois et une moitié depuis plus de trois ans. Leur implantation au sud, où se trouvent la majorité des camps, était même moins ancienne qu'au nord. À ceci s'ajoutent de fréquents changements de camps, d'une part, et un fort taux de rotation, d'autre part. Les mouvements de population à l'intérieur même de la ville témoignent particulièrement d'une telle instabilité. Deux principaux facteurs y contribuent : l'insécurité et la pression foncière.

L'insécurité, d'abord : multiforme et épisodique, elle oblige régulièrement les déplacés à déménager d'un quartier à l'autre. Les combats entre factions armées présentent un cas de figure classique. Ceux de 1991 entre Mahdi et Aidid ont par exemple poussé le camp d'Ibnatamiya à se repositionner sur Wakalada Biya. Ceux de 1995 et 1996 entre Ato et Aidid ont ensuite forcé les occupants du Camp 75, d'ADC, de Sharey I et de Meykarebey I à aller sur Nagele, Hoga, Sharey II et Meykarebey II. De même pour ce qui est de Wabi Shebelle vers Shebelle II et de Dala vers ex-Rashid lors des affrontements de 1998 entre Aidid et Musa Sudi. En 1999, les rivalités entre seigneurs de guerre et islamistes ont pareillement causé le départ des habitants d'ex-Control vers Asluubta et Warshadaha Daawada.

Notons à ce propos que les conflits ont souvent pris un tour clanique et très localisé. Celui qui a opposé des Habr Gedir et des Hawadle en 1993 a provoqué un repli vers Wadajir du camp de Marmarka, qui se situait sur une ligne de front le long de la route de l'aéroport, à hauteur de Bullo Barwaqo. Celui de 1998 entre les Murosade et les Saleban a quant à lui entraîné le transfert de Habr Ade sur une distance d'un kilomètre en direction du nord. De façon encore plus directe, ce sont des Abgal et des Murosade qui ont respectivement chassé les déplacés d'El-Marer vers Geda Korow et de Muuse vers Warshadaha Birta, ceci parce que les chefs de ces camps étaient des Habr Gedir. Les allégeances claniques ont en l'occurrence orienté les repositionnements stratégiques. En 1999, l'établissement de tribunaux islamiques a ainsi incité les Habr Gedir Suleiman d'Odweine II à rejoindre le reste du clan à Odweine I.

Mais bien souvent, la violence relève tout simplement du banditisme. Les exactions, viols et rackets des miliciens ne sont pas pour rien dans ces changements de camps. En témoignent la fermeture d'Ismail Ahmed Ismail, le passage d'Eeyle vers Stadium en 1995 et de Serindi vers Hussein Kulmiye en 1999, le transfert momentané du Camp 26 vers l'aéroport international puis le retour de ses occupants vers leur emplacement initial dans le quartier de "Bermuda", ou encore la dispersion

de Maslah I vers Maslah II, Medina et Farsoley. Dans le cas de Hadj Daud en 1998, les déplacés ont dû partir sur Hawlaha Guud car des pillleurs étaient venus récupérer les pierres du bâtiment où ils avaient élu domicile.

Il arrive aussi que les troubles proviennent de désaccords au sein même des déplacés. Des tensions internes au comité du camp ont divisé Djibouti I et II. A Rashid, un ancien garage, deux types de populations oromo se sont disputés à propos des priorités des uns et des autres pour obtenir une place dans les programmes de réinstallation des réfugiés en Occident. Le premier groupe était constitué d'opposants politiques que le HCR avait placés là en apprentissage avant même la chute du régime Siad Barre en 1991. Le deuxième groupe, lui, était composé de victimes de la guerre d'Ogaden de 1977 et avait transité par les camps de Jalalaqsi et Qorioley avant de débarquer dans la capitale somalienne. Le surpeuplement de Rashid et de fréquentes inondations en saison des pluies ont précipité les dissensions à propos des droits de préséance. En 1996, les "politiques" ont finalement obtenu gain de cause et les "dissidents" sont allés occuper un immeuble vacant à ex-Rashid.

Dans bien des cas, la question du surpeuplement a ainsi abouti à des dédoublements de camps, divisés en section A et B ou I et II, parfois sur de longues distances, parfois aussi avec des populations fort différentes ; Ajar Shador I et II n'ont par exemple d'autre point commun qu'un lien de parenté entre les présidents de leurs comités. Les débordements ont étendu les limites des camps, à l'instar de la "carrière" de Godey, qui est devenue la "grande carrière" Kawa Godey. Ou alors ils ont pu déclencher des déménagements entiers sur un nouveau site, de Barwa à Tiribuna, de Sheikh Adan Dhere à Geda Korow, d'Oromo I à Oromo II ou de Kamaal I à Kamaal II. Le surpeuplement, ici, ne tient pas qu'aux densités d'habitation. Les problèmes d'accès à l'eau ont été un facteur important d'éclatement ou de déménagement, notamment dans le quartier de Yaqshid, d'Eymis I à Eymis II ou de Rati et Jardinka à Stadium, voire de Wahbarashada Huruwai à Isbiga ou de Gubta à Sheikh Abdi Shimoye.

Plus que tout, c'est la pression foncière qui a été un moteur majeur du repositionnement des déplacés. Malgré la guerre en effet, le marché immobilier n'a jamais cessé d'être actif. Le paradoxe est que les organisations humanitaires ont elles-mêmes contribué à le revaloriser et donc à expulser les squatters. La location de maisons à MSF, au lieu-dit Gafow, et Oxfam, près de Dakaja, a ainsi provoqué l'évacuation des précédents occupants vers Halgan et Khasab, en l'occurrence avec l'aide du propriétaire dans le cas d'Oxfam. De même les Saoudiens de la Ligue islamique mondiale ont-ils investi les locaux d'une école pour y installer l'orphelinat Hamar en obligeant les déplacés à aller sur Hoga II. Les Somaliens d'Ayasan ont quant à eux voulu établir un hôpital dans une ancienne usine, Warshadaha Birta, et ont forcé les squatters à dégager le bâtiment en plantant leurs tentes dans les terrains alentours.

Les "déguerpissements" ont parfois pris un tour plus brutal lorsque les anciens propriétaires venaient réclamer leurs biens avec des hommes en armes ou que de

nouveaux prétendants s'inventaient des droits par la force. La population du Camp 47 a ainsi déménagé à Trabunka en 1995 et celle de Gutale a dû quitter les lieux lorsqu'un commerçant a voulu récupérer son garage en 1997. Pour les mêmes raisons, les occupants de Tawakal-Abdirashid, eux, se sont repositionnés un peu plus à l'ouest vers l'usine Coca Cola, en 1998, tandis qu'en 1999, les habitants de Meykarebey II revenaient sur le site initial de Meykarebey I. A partir de 1999, notamment, la multiplication des ventes de terres a pu occasionner des transferts assez massifs : les villages de Godana, Ukuro, Ghalaluwe et Wargadud, autour de Dimtu, ont dû se reconstruire un peu plus au sud vers Daynile ; les camps de Kalundi, Barley, Bananey et Raqeyle se sont reconstitués à Stadium, Geda Korow et Kahelmi.

De telles procédures montrent surtout combien cruciale est la question foncière, et ce malgré la guerre, ou justement à cause d'elle. L'enjeu est tel qu'il provoque régulièrement des escarmouches, par exemple en novembre 1999 entre Habr Gedir et Murosade à propos de projets de constructions sur d'anciens jardins publics du côté des Casa Populare. Dès 1990, le partage des ressources de la ville avait déjà motivé la rébellion des Hawiye. Ceux-ci se sont appropriés des terrains qui, pour 60 % d'entre eux, appartenaient autrefois aux Darod et aux Isaaq. Les déplacés n'ont pas été en reste et ont pu finir par revendiquer un droit d'occupation à défaut d'un titre de propriété. Bien des camps portent d'ailleurs le nom des anciens propriétaires, souvent des personnalités de la dictature : Hussein Kulmiye, le vice-président du régime, Osman Geddi Rage, le ministre de l'enseignement supérieur, Maslah, le fils de Siad Barre, Ismaïl Ahmed Ismaïl, le général en charge des services pénitenciers, Adan Kukay, un ancien commandant de police surnommé le Kikuyu, c'est-à-dire le "Noir" ; Siad Barre lui-même n'apparaît cependant qu'à travers une école à laquelle il avait donné son nom dans le quartier de Médina.

L'accès à la propriété est évidemment un aspect essentiel pour ce qui est de l'enracinement des déplacés, surtout lorsqu'on s'inscrit dans une perspective de reconstruction envisageant à terme des programmes de relogement et de réhabilitation du bâti. En principe, l'article III.2 des accords d'Addis Abeba du 27 mars 1993, signés entre l'ONU et les principales factions alors en lice à Mogadiscio, affirme la nécessité de "rendre à leurs propriétaires toutes les propriétés publiques ou privées qui ont été illégalement confisquées ou volées". Mais une redistribution des terres à leurs occupants "légitimes" ne sera pas chose aisée. Cadastres et titres fonciers ont été sciemment détruits pour empêcher le retour des véritables propriétaires. Quant aux pratiques patrimoniales de la dictature, qui régissait le foncier en État socialiste et qui concédait les plus belles villas aux clients du régime, elles ont laissé de mauvaises habitudes. Aujourd'hui, les Hawiye rétorquent qu'en tant que contribuables, ils ont aussi droit à des réparations : du temps de Siad Barre, les Darod ont détourné l'argent de l'État pour acquérir des propriétés que les salaires de la fonction publique ne leur auraient sinon pas permis de se payer.

La question promet bien des litiges à venir, y compris des conflits armés que les conseils d'Anciens auront bien des difficultés à résoudre. Contrairement à une

idée reçue, la tradition n'avait pas évacué toute notion de propriété privée et de transmission par héritage *dhaxal*. En milieu pastoral, elle distinguait les terres possédées à titre familial (*lihi*), exploitées en métayage (*doonfuul*) et partagées au sein de la communauté selon la loi *soohdin*. À la différence du domaine communal *deegaan*, qui englobait les pâturages et les puits, la sphère privée *xoolo* comprenait plus particulièrement la maison, son contenu, les terres cultivées et le bétail. Mais en milieu urbain, les brassages claniques et la dislocation du tissu social ont réduit d'autant les capacités de médiation des conseils d'Anciens. Et les tribunaux islamiques n'ont pas plus fait leurs preuves dans ce domaine.

Au-delà de l'insécurité de la tenure foncière à l'intérieur du champ urbain, l'instabilité des déplacés se juge aussi à la fréquence de leurs retours vers la campagne. Au nord comme au sud, la plupart disent en effet ne pas vouloir s'installer durablement en ville : près de 57 % selon le sondage de SCF en 1993. Au milieu des décombres, beaucoup rêvent plutôt de s'évader et de gagner l'Occident. Certains camps évoquent ainsi des terres lointaines et plus ou moins mythiques, tels Arabia, Africa, Djibouti et Puntland, le pays de l'encens qui désignait la Somalie du temps de l'Antiquité.

Le montant des revenus en ville n'influence bizarrement pas le souhait de partir ou non. Mais les occupations antérieures et les classes d'âge jouent un rôle plus déterminant en la matière. Les plus jeunes affichent souvent leur détermination à rester dans la capitale et refusent d'envisager un retour aux champs. Quant aux anciens salariés et aux habitants de Mogadiscio déplacés à l'intérieur même de la ville, ils comptent bien sûr parmi les plus enclins à s'enraciner. Deux tiers des réfugiés éthiopiens et des déplacés d'origine pastorale disent pareillement vouloir s'établir en ville. Ces derniers savaient déjà s'adapter à des environnements difficiles et ont peut-être eu plus de facilités à se recycler dans un mode de vie urbain.

En revanche, les déplacés aux antécédents de cultivateurs ressentent très mal leur précarité et révèlent une plus grande inclination à rentrer chez eux, en l'occurrence dans les régions de Bay et de la Shebelle essentiellement. Les deux tiers d'entre eux souhaitent retourner cultiver leurs champs, surtout lorsque ceux-ci se situent dans les environs immédiats. Ils constituent une population très fluctuante, au gré des saisons et des accalmies sur le plan militaire. La période de soudure entre deux récoltes voit régulièrement l'arrivée sur Mogadiscio de communautés qui, dès que possible, repartent à la campagne en laissant leurs dépendants sur place. D'après SCF en 1993, un tiers des familles étaient ainsi monoparentales et plus de 13 % avaient envoyé à la campagne des parents s'occuper des cultures.

Dans bien des cas, l'option d'un repli en milieu rural n'est cependant pas possible. En effet, la région environnante est fréquemment la proie des combats. Stratégique en raison de ses bananeraies et de ses plantations de sucre ou de coton, elle suscite bien des convoitises et des conflits (Waal, 1994 ; Helander, 1995 ; Prendergast, 1994 et 1995 ; *Libération*, 10/2/1995). À partir de 1991, les vainqueurs

hawiye ont détrôné leurs rivaux darod et ont accaparé les domaines autrefois attribués aux clients du régime. Les affrontements se sont ensuite poursuivis entre clans hawiye. Les Abgal d'Ali Mahdi et les Gungundabe Galjel d'Abdullahi Moalin Fah se sont par exemple combattus en juin 1998 dans le district de Wanlaweyn à une centaine de kilomètres de Mogadiscio. La lutte pour le contrôle de la région a presque pris un tour idéologique, certains y voyant là le noyau originel du peuple somali en dépit des thèses qui mentionnaient une migration en provenance du nord. L'entre-deux-rivières aurait en fait été occupé par des Hawiye et des Rahanwein, dont le nom, transcrit dans les dialectes du nord, ne signifierait pas la "grande meule" mais "la vieille famille", c'est-à-dire *reer weyn* dans les dialectes du sud (Kusow, 1995).

### **Des perspectives de reconstruction : le précédent de Hargeisa**

Dans ce contexte, Mogadiscio en guerre offre finalement le cas d'une sorte d'urbanisation par défaut, la situation dans les campagnes apparaissant encore pire. Malgré les tensions existantes, la capitale reste un havre de paix pour les plus vulnérables, notamment les réfugiés de l'Ogaden qui ne bénéficient d'aucun soutien clanique. À meilleure preuve, les déplacés sont d'abord allés en ville chercher un environnement plus sûr : d'après un sondage d'ACF en 1994, 51 % disaient avoir quitté leur village à cause de problèmes alimentaires et 19 % directement à cause de combats. De ce point de vue, Mogadiscio apparaît être une clé essentielle de la fin du conflit somalien et donc du retour éventuel d'une partie de ses habitants à la campagne. De la résolution du statut de la capitale dépend en effet l'organisation politique de tout le pays. Autrement dit, la réhabilitation de la ville à plus ou moins long terme sera une question primordiale pour les acteurs de la reconstruction du pays. On peut d'ores et déjà imaginer quelques scénarii possibles au vu du précédent de Hargeisa, qui a été rebâtie avec l'argent de la diaspora somalienne (Pérouse de Montclos, 1999).

Majoritairement habitée par des Isaaq, la capitale de l'actuel Somaliland a d'une certaine manière suivi l'évolution de Mogadiscio. Elle n'a d'abord été qu'une petite bourgade qui abritait 30 000 âmes vers 1945, à peu près autant qu'à Berbera, et qui atteignait péniblement les 70 000 habitants au recensement de 1975. Les conflits armés ont ensuite contribué à urbaniser une population essentiellement rurale, des éleveurs pour près des deux tiers et des agriculteurs pour un bon tiers.

La défaite contre l'Éthiopie lors de la guerre d'Ogaden en 1978 a marqué un temps fort dans ces flux. Les densités de peuplement étant plus fortes en pays isaaq qu'en Ogaden, nombre de réfugiés *qahooti kentey*, c'est-à-dire "arrivés par la force des baïonnettes", se sont amassés autour des centres urbains. Ceux de clan somali ont certainement eu plus de facilités à se fondre dans la population locale que les Amhara et les Oromo. À Hargeisa, ils se sont notamment retrouvés dans le quartier

de Jigjiga Yar, le "petit Jigjiga", et ont constitué jusqu'à 15 % de la population de la ville à une époque où la province du Nord-Ouest comptait un réfugié pour 1,7 autochtone (Somali Academy of Sciences, 1985). Au milieu des années 1980, le Somaliland a aussi accueilli les populations d'Ogaden qui avaient trouvé refuge à Djibouti et qui refusaient d'être rapatriées en Éthiopie par le HCR ; certains sont ainsi allés s'installer au nord-ouest de Borama à Darbi-Hore. À elle seule, Hargeisa s'est retrouvée avec 277 000 habitants.

Mais en 1988, la quasi-totalité de la population dut quitter la ville, bombardée par l'aviation de la dictature Siad Barre en rétorsion contre la rébellion isaaq du Somali National Movement, le SNM (Searle, 1992). La répression fut d'autant plus terrible que le chef de l'État haïssait personnellement les Isaaq, qui avaient tué son père lors de combats inter-claniques en 1936. Au vu des statistiques disponibles, le taux d'urbanisation du Somaliland est vraisemblablement tombé de 39 % à 16 %. Bien entendu, l'exode toucha aussi les populations rurales : un paysan somalilandais sur cinq se réfugia à l'étranger, à peine 900 000 restèrent dans le pays selon un décompte datant de 1991. Dès la fin 1987, une dizaine de milliers passèrent en Éthiopie et allèrent à Harshin, une localité à 50 km de la frontière, où certains devaient s'installer jusqu'à la fermeture du camp en août 1989. Le plus gros du contingent arriva après le pilonnage de Hargeisa en mai 1988 ; jusqu'à 325 000 personnes se précipitèrent vers l'Éthiopie. Sinistre tour de passe-passe, les manœuvres de la dictature eurent ainsi pour résultat que les réfugiés ogaden chassèrent les autochtones isaaq et que ceux-ci, à leur tour, devinrent des réfugiés... en Éthiopie ! A Hargeisa, les Ogaden furent même encouragés par les autorités à occuper les maisons et les magasins désertés par les Isaaq (Melander, 1980 ; Lewis, 1991 ; Markakis, 1989).

Depuis lors, la ville a certes renoué avec une certaine croissance. Le retour à la paix en 1994 lui a presque permis de retrouver son niveau de population d'avant-guerre. L'étude des consommations locales, ainsi que le calcul des entrées et sorties de marchandises en ville, montre que Hargeisa comptait entre 220 000 et 295 000 habitants en 1997. Les chiffres sont bien entendu sujets à caution. D'après des estimations de 1988, juste avant la grande offensive du SNM et le bombardement de Hargeisa, le Somaliland représentait 35 % de la population à l'échelle de tout le pays, 2,05 millions d'habitants selon le gouvernement de l'époque, 2,09 selon les Nations Unies et 2,45 selon les services du recensement américain. Ces données étaient vraisemblablement exagérées car un relevé aérien de 1981 n'avait comptabilisé que 1,54 million de personnes alors même qu'il incluait la région du Bari au Nord-Est, en dehors des frontières actuelles du Somaliland. Les projections de tels résultats n'auraient été que de 1,78 million d'habitants pour l'année 1988. Aujourd'hui, la fourchette varie entre 1,3 et 2,4 millions d'habitants si l'on comprend les déplacés venus du Sud de la Somalie et les réfugiés d'Éthiopie.

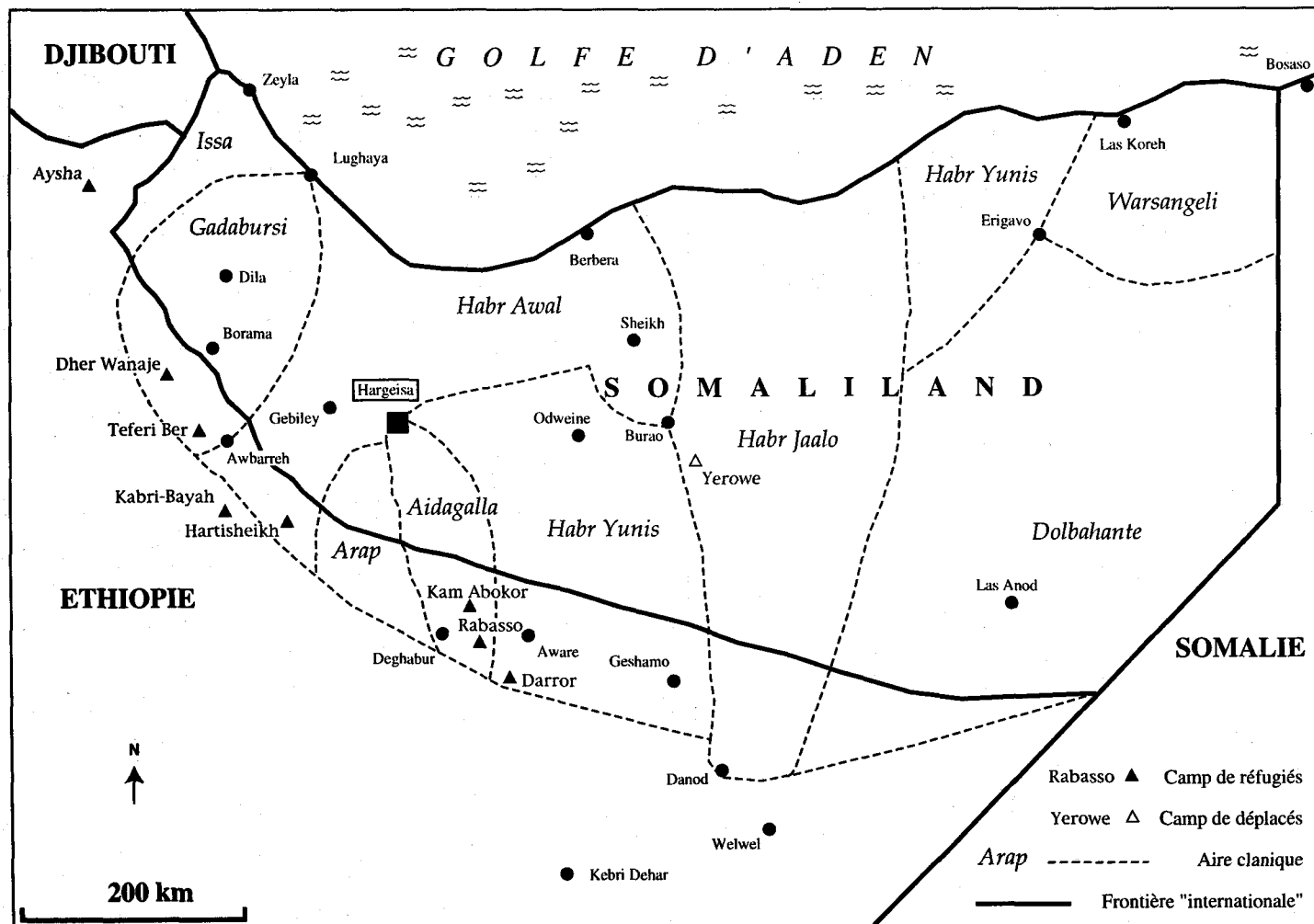
Sachant cette diminution générale de la population, il n'y a rien d'étonnant à ce que Hargeisa n'ait pas comblé la ponction démographique des années 1988-1991. Qui plus est, l'instabilité politique du Somaliland ne favorise pas le retour des réfugiés. Après la prise de Hargeisa par le SNM en 1991, les déchirements



claniques et les luttes pour le pouvoir ont connu maints rebondissements. Les conflits internes ont même débordé du côté éthiopien avec les affrontements entre deux clans isaaq, les Toljaala et les Habr Yunis, à Geshamo en mai 1995. La poursuite des combats dans l'est du Somaliland devait ensuite continuer d'alimenter les flux de réfugiés vers l'Éthiopie. La bataille de Burao en janvier 1996, par exemple, fit fuir 70 000 habitants qui allèrent rejoindre quelque 250 000 compatriotes en Éthiopie, réfugiés d'Hargeisa en décembre 1994 et rescapés de la répression de Siad Barre à la fin des années 1980. Depuis lors, les autorités du Somaliland n'ont pas réussi à s'affirmer dans ces régions, pas plus qu'elles n'ont entamé la reconstruction de Burao avec le fonds spécial qui fut créé à cet effet en augmentant les tarifs douaniers de 2,5 %...

Les troubles d'ordre politique ne sont pas seuls à freiner le retour des réfugiés. En dix ans, les populations originaires du Somaliland ont eu le temps de s'établir durablement et de recommencer une nouvelle vie en Éthiopie, ce qui n'incite pas à revenir dans un pays ruiné par la guerre et dépourvu d'opportunités économiques. Sachant les affinités claniques de part et d'autre de la frontière, nombreux sont ceux qui ont réussi à s'insérer hors des camps de réfugiés (Brons *et al.*, 1993). Certains ont choisi de s'installer dans des centres urbains comme Harar et Jijiga. D'après un sondage datant de 1991, la moitié des migrants arrivés à Jijiga disaient ainsi avoir débarqué en ville à cause de la guerre en Somalie, pour 15 % d'entre eux, ou de la sécheresse et des maladies de bétail, pour 35 % d'entre eux (Mohamed Salih, 1995, p. 188).

Les camps, eux, sont devenus de véritables villes-marchés (figure 3). Ils se trouvent en effet sur des itinéraires caravaniers fort anciens en direction de la côte somalienne. Etymologiquement, l'Ogaden désignerait d'ailleurs "la route d'Aden". Au vu de leur taille, ces camps drainent donc des flux commerciaux souvent plus importants que ceux des bourgades environnantes. Il faut dire que ces dernières ont été détruites par la guerre et que certaines, comme Durwale dans la vallée de la Jerer, n'ont jamais été reconstruites. Le camp de Hartisheikh est désormais le plus gros centre économique de la région, presque une ville en soi, quoique les chiffres parlant de 250 000 réfugiés en 1992 soient très certainement surestimés. Il est peuplé en majorité de commerçants d'origine citadine qui y ont maintenu leurs entrepôts après la déclaration d'indépendance du Somaliland en 1991. Il approvisionne notamment la région en qat à partir de Jijiga et Dire Dawa, un commerce tenu par le sous-clan isaaq des Saad Musa.



© M.-A. de Montclos, IRD

Figure 3. La capitale du Somaliland, Hargeisa, et les camps de réfugiés en Éthiopie

De fait, la composition clanique des camps détermine pour beaucoup l'organisation des échanges (Lewis, 1962). Celui de Darror, par exemple, commerce avec Aware et Deghabur, les territoires de son clan. *Grosso modo*, Hartisheikh et le complexe d'Aware, qui comprend les camps de Kam Abokor, Rabasso et Darror, sont peuplés de lignages isaaq pour la plupart originaires de Hargeisa : le premier de Habr Awal et d'Arap, le second d'Aidagalla, de Habr Yunis et de Habr Jaalo. Établi plus tardivement en 1990, le camp d'Aysha abrite quant à lui une seconde vague de Habr Awal. Les autres camps d'Éthiopie sont en revanche occupés par des populations qui ne sont pas isaaq et qui ont fui le Somaliland à la chute de la dictature Siad Barre en 1991 plutôt qu'en 1988 lors de la répression contre le SNM. Avec respectivement 117 000 et 99 000 réfugiés au moment de leur création en 1992, Teferi Ber et Dher Wanaje sont ainsi peuplés de Gadabursi dont la plupart ont quitté la région de Borama après 1991 (Gallagher et Forbes-Martin, 1992, p. 32-33). De même Kabri-Bayah est-il habité par des Abaskul, un lignage darod. Parmi ces populations accusées à tort ou non d'avoir soutenu la dictature et combattu le SNM, on retrouve d'ailleurs des *returnees* qui avaient fui la guerre d'Ogaden en 1977.

Que ce soit pour des raisons politiques ou économiques, la réticence des réfugiés à revenir au Somaliland n'est en tout cas pas surprenante. Malgré un investissement de quatre millions de dollars en 1998 dans des "projets à impact rapide" destinés à faciliter la reconstruction du pays, le HCR n'a pas réussi à initier un véritable mouvement en ce sens. Parmi les volontaires sélectionnés dans les camps pour bénéficier d'une aide au retour, à peine un quart sont effectivement partis dans les convois organisés à cet effet. Depuis 1997, à peine 40 000 des 242 000 réfugiés somaliens officiellement recensés en Éthiopie se sont établis dans leur pays. Et encore le repeuplement du Somaliland a-t-il surtout touché les régions frontalières : d'après des sondages réalisés en 1991, 40 % de la population rurale des provinces de Borama et Hargeisa était constituée de réfugiés revenus d'Éthiopie (Holt, 1992). En revanche, cette proportion n'était que de 10 % dans la région centrale de Burao et de seulement 1 % dans l'est du pays, autour de Las Anod et Erigavo.

Ajoutons que certaines des décisions du gouvernement au pouvoir au Somaliland depuis 1993 n'étaient pas non plus pour favoriser un afflux massif de déplacés vers Hargeisa. Au-delà des péripéties militaires et des affrontements politiques, les autorités ont voulu privilégier le retour des réfugiés en milieu rural. La municipalité de Hargeisa a ainsi tenté d'imposer des cartes d'identité aux habitants. Au vu des capacités coercitives et administratives d'un pays dévasté, une telle politique ne peut certes pas être comparée à celle de la dictature Siad Barre, dont le système *tabeleh* avait quadrillé les quartiers de la ville à raison de vingt foyers sous la houlette d'un commissaire du peuple à la somalienne, membre du parti unique. Confronté à la montée des oppositions armées dans la deuxième moitié des années 1980, le gouvernement de l'époque avait cherché à restreindre les mouvements de populations afin de pourchasser les guérilleros. Le dispositif visait notamment les villes. Les barrages de l'armée se multiplièrent, un couvre-feu entra en vigueur et le port de la carte d'identité fut rendu obligatoire (Africa Watch, 1990).

Aujourd'hui, le gouvernement issu de la rébellion du SNM n'a pas renoué avec les pratiques autoritaires que ses partisans dénonçaient autrefois. Mais il a clairement émis le souhait de voir les *returnees* s'établir en dehors des villes, non sans contradictions d'ailleurs puisque ses velléités d'interférence en milieu pastoral ont peu de chances de séduire les éleveurs de la région. Un texte officiel daté du 23 avril 1997 déclarait ainsi vouloir limiter les transhumances à deux mouvements par année. Le gouvernement affichait notamment son intention de contrôler le commerce de bétail en délivrant aux propriétaires des permis en bonne et due forme. Reprenant un discours à la Lyssenko, les autorités prétendaient même "établir de manière scientifique quel genre de bétail (pourrait) convenir à chaque zone" !

## Conclusion

Tout ceci donne l'impression que le repeuplement de Hargeisa est freiné par un ensemble complexe mais conjoncturel de facteurs économiques et politiques. La croissance de la capitale du Somaliland se présente comme un phénomène à retardement qui ne manquera pas de prendre toute son ampleur aussitôt les obstacles disparus. D'une certaine manière, la présence de déplacés et la persistance d'une vie urbaine à Mogadiscio, malgré les troubles ambiants, laissent présager un tel décollage pour la capitale de la Somalie. De ce point de vue, on ne peut que s'attendre à un afflux massif de populations déshéritées une fois la situation calmée et la liberté de circulation rétablie. Mogadiscio devrait bientôt faire face à deux types d'arrivants : les ruraux attirés par les "lumières" de la ville et les anciens habitants venus réclamer leurs biens, une revendication déjà perceptible sur place. Les premiers répondront à un schéma désormais plus classique d'exode rural, selon lequel les différentiels de développement entre la ville et la campagne créent en quelque sorte un appel d'air vers les centres urbains. Les seconds, eux, seront des *returnees* qui peuvent se répartir en trois catégories, à savoir les autochtones d'une part - essentiellement les "métis" somalo-arabes des quartiers de Hamar et Shangani -, les Darod, les Isaaq ou les autres grandes familles claniques chassées après la chute de la dictature en 1991, d'autre part, et les Hawiye, enfin, victimes de quelque conflit lignager, notamment les Abgal et les Habr Gedir expulsés au nord et au sud respectivement.

Le ciblage des intéressés en fonction de cette typologie sommaire sera un critère essentiel pour comprendre le peuplement urbain à venir. Ce ne sera évidemment pas le seul. D'autres paramètres interviendront. Pour l'instant, la provenance rurale des déplacés, leur regroupement clanique, la durée de leur établissement en ville et leur mode d'habitat font légitimement douter de la pérennité d'une urbanisation de guerre. Mais leur enracinement pourrait se confirmer si la précarité s'éternise et que finit par émerger une culture cosmopolite à défaut d'être vraiment citadine. Certains ont prouvé qu'ils avaient bien pu vivre

dans des décombres pendant maintenant dix ans. La viabilité de leur installation prendrait alors une toute autre tournure si les différentes factions parvenaient à mettre en place une administration commune dans la capitale. La normalisation politique est un préalable indispensable de la stabilité. Elle ouvrirait en l'occurrence la voie à des possibilités de reprise économique qui conditionneraient elles-mêmes les flux de population vers Mogadiscio.

De deux choses l'une : soit la ville continue de s'enfoncer dans le chaos et produit parmi les déplacés une culture de guerre qui marquera encore plus durablement les générations futures ; soit elle est sauvée par un accord politique qui devra beaucoup à la lassitude de la population et de milieux marchands désormais convaincus des avantages économiques de la paix. Nous avons par ailleurs pu observer que les déplacés en ville ne sont pas forcément amorphes et qu'ils participent à la scène politique (Pérouse de Montclos, 2000a). A cet égard, les déplacés de Mogadiscio ont indéniablement un rôle à jouer. Certes, leur relation au patrimoine urbain est inexistante du fait de leurs antécédents ruraux et des destructions systématiques du bâti. Leur mode de vie cosmopolite a été imposé par les événements et n'a nullement effacé les identités claniques. Mais la masse critique de ces déplacés est telle que la simple loi du nombre s'exerce en leur faveur. Si le patronage des notables et des seigneurs de guerre ne laisse pas envisager un soulèvement concerté contre les abus des miliciens, il rend tout aussi impossible l'expulsion des déplacés. En d'autres termes, il faudra bien "faire avec". La question s'avère être un processus déterminant pour toute réconciliation et toute pacification en Somalie. Elle ne peut pas être évacuée des négociations en cours, pas plus qu'elle ne peut être résolue sans être accompagnée d'un véritable contrat social et politique.

## ANNEXE

### Les camps de déplacés à Mogadiscio

N°	Nom	Date de création	Origine des déplacés	Type d'habitat	Population					
					1993	1994	1995	1997	1998	1999
1	Abakarow	1991	Mogadiscio, Bay	B	n.d.	n.d.	n.d.	0	120	50
2	Aban Dulka / Dugsiga Ahmed Gurey / Gaheir Old Campus	1992	L. Juba (Kisimayo)	B, H	150	3 350	6 300	n.d.	n.d.	3 250
3	Abay Dahan	1992	Éthiopie, L. Juba	M	n.d.	n.d.	n.d.	1 250	1 395	n.d.
4	Abisedo / Abdullahi Isse Development Organisation / Asha	1991	Bay (Baidoa)	H	430	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1 500
5	Abtow	1992	M. Shebelle (Jowhar)	n.d.	n.d.	60	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
6	Abudubai Welfare Organisation / AWO	1994	n.d.	n.d.	n.d.	100	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
7	Abukar Omar Adane	1992	Bay (Baidoa)	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	3 775	3 750
8	ADC Grain Stores / Agricultural Development Corporation	1992	M. Juba (Jilib)	n.d.	n.d.	1 400	419	n.d.	n.d.	0
9	Afar Waab Dhoobey	n.d.	L. Shebelle	B	n.d.	n.d.	n.d.	10	80	50
10	Afasioni / Avizione / Aviation	1992	Bay (Baidoa) & M. Juba (Jilib)	H	n.d.	1 600	n.d.	n.d.	290	375
11	Africa	1994	Bay (Baidoa)	B	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	250
12	Agadig	1994	Guriel (Galgaduud)	B	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	2 250
13	Ajar Shador I / Ajarsagora / Ageso Gora / Ejersagoro	1991	Éthiopie	H, B	5 085	3 500	962	650	2 000	1 250
14	Ajar Shador II / Ajarsagora / Ageso Gora / Ejersagoro	1991	Gedo (Bardera), Bay, Bakool	H	n.d.	n.d.	n.d.	2 250	2 355	4 425
15	Allamagan I, II & III	1992	Bay (Baidoa), L. Juba (Kisimayo), Bakool, L. Shebelle	H, M	2 500	750	133	805	1 215	1 250
16	Anzilotti Orphanage School	1993	n.d.	B	n.d.	540	n.d.	0	0	0
17	Arabia	1994	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	1 000	n.d.	n.d.	n.d.
18	Arimaha Gudaha / Harti / Ministry of Interior	1992	M. Shebelle (Jowhar & Balad)	B	n.d.	750	172	n.d.	n.d.	n.d.
19	Arwo / Fairground / Arwada	1991	Éthiopie	H	1 785	5 000	5 300	4 500	4 500	4 750
20	Asayan Development Organisation Orphanage	1993	M. Shebelle (Jowhar & Adan Yabal)	M	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1 725	3 000
21	Asha-Huruwai	1992	Guriel (Galgaduud), Bay (Baidoa)	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	3 250

22	Ashabito	1996	Éthiopie, Bay (Baidoa)	H	0	0	0	n.d.	n.d.	3 650
23	Asluubta / Custodial Corps	1991	L. Juba (Kisimayo), Bay (Baidoa), Bakool (Hudur), L. Shebelle (Wanle Weyn)	H, M	n.d.	1 400	227	750	865	1 500
24	Assey / Agey	1992	Éthiopie, L. Shebelle	B	n.d.	500	263	250	250	250
25	Asli	1992	Bay (Baidoa)	M	1 750	n.d.	n.d.	0	0	0
26	Baal Baal	1991	Mogadiscio Sud, M. & L. Shebelle (Jowhar & Merca), Galgaduud, L. Juba (Jamame)	H	n.d.	n.d.	n.d.	275	660	775
27	Baali I & II	1991	Bay, Bakool	H	n.d.	n.d.	n.d.	605	1 300	940
28	Banisa	1996	Éthiopie	H	0	0	0	n.d.	n.d.	350
29	Baraka	1992	Bay	H	n.d.	n.d.	442	250	250	0
30	Barley Medina	1996	Bay	H	0	0	0	n.d.	n.d.	4 100
31	Barley / Kalundi / Bananey / Raqeyle	1992	Bay, Bakool, Galgaduud, M. Shebelle (Jowhar)	H	n.d.	n.d.	1 70 0	n.d.	n.d.	1 860
32	Barwa	1992	Bay	M	n.d.	0	0	0	0	0
33	Barwaqo	1991	Éthiopie	H, M	n.d.	900	367	250	250	475
34	Barwaqo SOS	1992	Bay	H	n.d.	n.d.	875	n.d.	n.d.	n.d.
35	Basso Mudug	1991	Bay, L. Shebelle	H	575	n.d.	683	25	25	75
36	Beach	1992	Hiran, M. Shebelle (Jowhar)	H, M	400	400	719	100	100	235
37	Benadir Hospital / Hosweyn	1992	Mogadiscio, L. Juba, Mudug	H	255	n.d.	n.d.	180	240	750
38	Benadir Secondary School	1992	Bay, Éthiopie	B	1 430	3 000	900	3 000	3 000	3 600
39	Bilaal	1991	L. Juba	M	n.d.	n.d.	n.d.	25	25	125
40	Bidar Dhere	1992	Bay	M	n.d.	n.d.	325	n.d.	n.d.	1 050
41	Bishaaro	1994	Bay	H	n.d.	n.d.	n.d.	200	200	500
42	Boli Qaran	1992	L. Juba (Kisimayo), Bay (Baidoa), M. Shebelle (Hilowle Gaab)	M	n.d.	1 700	n.d.	n.d.	1 210	360
43	Bonaya	1992	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	4 750
44	Bulo Barwaqo	1992	M. Shebelle (Jowhar), Mogadiscio	H	n.d.	n.d.	n.d.	600	510	260
45	Bulsho	1977	Éthiopie, L. Shebelle	B	750	810	69	550	775	945
46	Burdhubo / Burduba / Baidoa	1991	Gedo (Bur Duba), Bay (Baidoa)	H, M	n.d.	1 260	800	300	800	800
47	C II / Sea Two	n.d.	L. & M. Juba	M	n.d.	n.d.	n.d.	200	225	225
48	Camp 26	1992	M. Shebelle (Jowhar)	n.d.	n.d.	750	n.d.	0	0	0
49	Camp 47	1992	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	314	n.d.	0	0
50	Camp 75	1992	Éthiopie, M. Juba (Jilib), Bay, Bakool	H	n.d.	1 000	n.d.	n.d.	3 300	0
51	Camp 124	1992	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	155	n.d.	n.d.	0
52	Casa Populare / Kazi Bilbilare	1992	Éthiopie, Bay	H, M	n.d.	n.d.	n.d.	150	320	375
53	Casa Povero / Kaasa Boofaro	1993	n.d.	B	n.d.	320	n.d.	0	0	0
54	Central Laboratory	1992	n.d.	n.d.	3 000	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0

55	Chinese	1997	Bay (Baidoa), Bakool (Wajid)	H, M	0	0	0	n.d.	250	750
56	Coca Cola	1991	Bay (Baidoa)	H	n.d.	2 200	525	2 250	3 000	3 750
57	(ex-)Control / Kilometre 7	1992	Galgaduud, Bakool (Wajid)	H	n.d.	n.d.	n.d.	310	455	445
58	Dakaja / Dhakaje	1991	Gedo, Bay	H, M	n.d.	300	249	750	750	2 250
59	Dala	1978	Éthiopie	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0	0	0
60	Damanyo	1991	Éthiopie, Gedo (Bardera)	H, M	n.d.	1 500	n.d.	500	515	2 250
61	Daynile Abdulaziz	1992	Bay (Baidoa), M. Shebelle (Jowhar), Mogadiscio Sud	n.d.	n.d.	350	205	n.d.	0	0
62	Daynile Hodan	n.d.	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	2 670	3 000
63	Dhulbihinta	1992	M. Shebelle	M	425	n.d.	n.d.	125	155	200
64	Dimtu	1992	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	2 000
65	Djibouti Embassy	1992	Hiran, Bay, M. Shebelle, Mogadiscio	H, M	n.d.	n.d.	272	125	125	150
66	Djibouti I & II	1991	Éthiopie, Hiran, L. & M. Shebelle, Bay, M. Juba	H	n.d.	n.d.	737	500	630	750
67	Dumo I & II	1992	Éthiopie, M. Shebelle, Bay	B	n.d.	50	76 & 43	50 & 500	70 & 580	100 & 580
68	Eeyle	1992	Bay (Bur Hakaba)	n.d.	n.d.	400	n.d.	n.d.	n.d.	250
69	Eight March / Eight May	1992	Bay, Bakool, M. & L. Shebelle (Dafet)	H	480	800	186	n.d.	n.d.	n.d.
70	ENC I & II / Ente Nazionale del Commercio	1992	Mogadiscio (Medina), M. Shebelle (Jowhar), Bay (Bur Hakaba)	H	1 000 & 500	300 & 250	500 & 104	350 & 250	535 & 385	450 & 400
71	Eno Orphanage Primary School / Elias Noor Osman	1994	n.d.	B	n.d.	305	n.d.	0	0	0
72	Eymis I / 'Eymiska	1990	Hiran, Galgaduud	H, B	750	2 000	n.d.	350	350	500
73	Eymis II / Barni	1992	Bakool (Wajid), M. Shebelle (Jowhar)	H	n.d.	225	n.d.	n.d.	790	750
74	Farsoley	1999	L. Shebelle (Afgoi, Farsoley)	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	500
75	Fino	1993	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	750	n.d.	n.d.	n.d.
76	First July	1992	L. Juba (Kisimayo), Gedo	B	300	155	n.d.	0	15	75
77	Fohle	1992	Bay	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	400
78	Gadika / Gaadiidka	1992	M. & L. Shebelle (Jowhar, Balad)	B	750	295	134	375	550	0
79	Gaheir University / Jama'ada Gaheir	1991	Bay, L. Juba (Kisimayo)	H, M	n.d.	3 350	n.d.	1 250	1 275	3 250
80	Galbeed	1992	Bay (Baidoa)	H	1 250	n.d.	273	n.d.	n.d.	300
81	Gargaar	1991	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	22	0	0	0
82	Garin Jawiil	1991	Éthiopie, Hiran	B	n.d.	n.d.	n.d.	50	50	150
83	Garun	1991	L. & M. Shebelle, L. Juba, Gedo (Bardera), Bay	H	n.d.	150	87	150	150	215
84	Gashandiga	1991	Bay	B	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	3 750
85	Geda Korow	1993	Éthiopie, Bay, Bakool	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	2 000	1 750
86	Geed Timir	1992	Mogadiscio	H, M	875	500	59	250	275	275



87	Gees Guud	1992	L. & M. Juba (Kisimayo & Jilib)	n.d.	n.d.	2 000	n.d.	n.d.	n.d.	0
88	Ghalaluwe	1992	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	3 000	n.d.	n.d.	3 150
89	Godana	1992	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	325	n.d.	n.d.	650
90	Goh iyo Garon	1992	Bay, Bakool	H	n.d.	n.d.	231	n.d.	1 270	1 465
91	Gubta I & II	1992	Éthiopie	H	3 350	n.d.	n.d.	2 500	2 640	2 500
92	Gutale A & B	1992	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	335 & 117	0	0	0
93	Guulwade I & II / Guul Wadayaasha / Militia	1991	Gedo (Bardera), Bay (Bur Hakaba), Bakool, Éthiopie	H, M	570	3 750	427	2 500 & 2 000	3 055 & 2 110	4 100 & n.d.
94	Habkole / Xabkoole	1992	Mogadiscio (Medina), L. Juba (Kisimayo)	H, M	275	100	164	0	75	75
95	Habr Ade	1998	Bay	H	0	0	0	0	0	3 250
96	Hache	1992	Éthiopie	M	n.d.	n.d.	450	n.d.	n.d.	n.d.
97	Hadj Daud	1992	Éthiopie	H	750	500	n.d.	325	505	490
98	Hadramut / Hataramud Cinema	1992	M. Shebelle (Jowhar), Bay	H, B	1 000	200	359	150	225	270
99	Halane	1993	Hiran (Belet Weyn), M. Juba (Sako)	B	n.d.	n.d.	n.d.	350	430	400
100	Halgan / Gafow / Médecins sans frontières	1992	L. Shebelle (Wanle Weyn, Afgoi, Warmahan)	H, M	350	850	480	390	630	800
101	Hamar Secondary School	1992	Bay	B	430	n.d.	n.d.	0	0	0
102	Hamaria / Awal Barbar	1997	Bay, Bakool (Wajid)	H	0	0	0	n.d.	n.d.	350
103	Hananda Holah	1991	Bay, L. Juba (Kisimayo)	H, B	n.d.	900	n.d.	750	850	400
104	Hanbulhan A & B / Bu'ale & Hersi / Heribulhan	1992	Éthiopie, Bay (Baidoa)	H	1 000 & 500	n.d.	391 & 67	300	390 & 155	530 & 250
105	(al-)Haramain Orphanage	1993	n.d.	n.d.	n.d.	120	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
106	Harar	1994	Éthiopie	B	n.d.	n.d.	177	150	150	300
107	Hargaha Saamaha	1991	M. & L. Shebelle	H, M	n.d.	n.d.	n.d.	75	75	150
108	Harun Abib	1991	Éthiopie	M	n.d.	n.d.	n.d.	375	490	375
109	Hashi Weheleye / Xashi Weheleye	1991	Mogadiscio Sud, M. Shebelle	M	n.d.	n.d.	n.d.	100	110	150
110	Hawlaha Guud iyu Guriyeynta	1998	Éthiopie, L. Juba, Bay, Hiran, L. & M. Shebelle	B	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0	225
111	Hayow	1992	M. Shebelle (Jowhar, Adan Yabal)	M	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1 725	3 000
112	(al-)Hijra	1992	Bay, M. Juba	H, M	n.d.	n.d.	n.d.	375	460	450
113	Hilowle Gaab Orphanage	1992	n.d.	B	310	n.d.	n.d.	n.d.	0	0
114	Himlo	1992	Bay (Baidoa)	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	250	500
115	Hiran 1 & 2	1991	Hiran	H, M	1 285	n.d.	562	710	250	500
116	Hirei	1992	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	157	n.d.	n.d.	n.d.
117	Hirsi	1992	Bay (Baidoa)	n.d.	n.d.	900	n.d.	n.d.	n.d.	0
118	Hoga I & II / Farjano / Kitchen 100 / Military Hospital Orphanage / Kulmis A & B	1981-1991	Bay (Baidoa), Bakool (Hudur, Wajid), Gedo (Bardera)	M & H	2 250	3 000	1 036 & n.d.	500 & 250	455 & 885	1 050 & 3 250
119	Huryaminta	1992	Galgaduud (El Bur), Bakool, L. Juba, L. Shebelle	B, M	n.d.	n.d.	800	n.d.	n.d.	3 500

120	Hussein Kulmiye	1991	Bay	M	n.d.	250	n.d.	250	355	350
121	India Mosque	1990	L. Shebelle (Brava)	B	n.d.	n.d.	300	n.d.	n.d.	250
122	Isbiga / Somali Abow	1992	Éthiopie	B	3 000	n.d.	n.d.	4 250	5 525	6 000
123	Isgaarsiinta / Radio Telecommunications	1992	L. & M. Shebelle (Jowhar), Mogadiscio Sud	B	475	1 400	450	n.d.	n.d.	n.d.
124	Ismaël Ahmed Ismaël	1991	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	631	n.d.	n.d.	0
125	Ismaël Jimale Bondere	1991	Galgaduud, Bay	B	69	30	n.d.	0	0	30
126	Ismaël Jimale Karan	1991	Bay (Bur Hakaba)	B	n.d.	n.d.	n.d.	150	150	150
127	Jardinka	1992	M. Shebelle (Jowhar), Bay	H	60	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0
128	Jirde / Fish / Geska Afrika / Horn of Africa Orphanage	1991	Bay, Bakool, Hiran, M. Shebelle	H, M	724	240	0	180	180	50
129	Juba Hotel I & II	1992	Bay, L. Shebelle, Bakool, L. Juba (Jamame), Hiran (Jalalaksi)	H, B	800	50	n.d.	175 & 125	255 & 145	305 & 210
130	Kahda / Kaxda	1991	M. Juba (Jilib), Bay	n.d.	1 500	1 000	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
131	Kahelmi	1991	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1 250
132	Kalmoy I & II	1992	L. Shebelle, Bay (Baidoa)	H	n.d.	n.d.	n.d.	250 & 250	295 & 345	240 & 300
133	Kallunka	1992	L. & M. Shebelle	B	n.d.	n.d.	127	350	380	380
134	Kamaal I / French Embassy	1992	L. Shebelle (Brava), L. Juba (Kisimayo)	B	n.d.	500	n.d.	0	0	0
135	Kamaal II	1995	Éthiopie, Bay (Baidoa)	H, M	n.d.	n.d.	231	75	145	125
136	Kasto	1992	Éthiopie, Bay	H, M	n.d.	n.d.	n.d.	2 500	2 720	2 500
137	Kawa Godey / Godey	1992	L. Shebelle (Wanle Weyn), Bakool (Wajid)	M	n.d.	n.d.	n.d.	300	445	410
138	Kedis	1987	Bay, Bakool, Kenya	H, M	n.d.	750	670	300	580	600
139	Khasab / Qasab	n.d.	Mogadiscio Sud	H, M	n.d.	n.d.	n.d.	100	295	475
140	Khasab School A & B	1992	L. Shebelle (Qoryoley), Éthiopie, Somaliland, Bay (Baidoa)	H, M	n.d.	1 400	109 & 65	625 & 110	1 560 & 170	1 750 & 250
141	Kilometre 4	1992	Bay, M. Juba (Buale)	H	n.d.	1 250	n.d.	400	400	1 200
142	Kitchen 53	1992	Bay	H	1 750	n.d.	n.d.	0	0	0
143	Kukay	1991	Bakool (Hudur, Wajid)	H	n.d.	n.d.	803	500	515	750
144	Kukay Dharkenley	1992	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	959	n.d.	n.d.	0
145	Kuliyada	1991	Bay (Baidoa), L. Shebelle (Qoryoley), Éthiopie	H, B	n.d.	4 250	n.d.	3 000	n.d.	2 000
146	Kurtun	1995	Baidoa, L. Shebelle	B	0	0	n.d.	n.d.	n.d.	300
147	Kutubiye	1992	Bay (Baidoa)	M	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1 545	2 500
148	Kuwait / Sheikh Hassan	1992	Éthiopie, Hiran (Belet Weyn)	B	n.d.	850	n.d.	500	545	335
149	Lanta Kowad	1991	Éthiopie	H, M	n.d.	1 700	n.d.	2 250	n.d.	0
150	Lido	1992	Mogadiscio (Medina), L. & M. Shebelle	H, M	500	n.d.	77	150	150	310

151	Maan Sha Allah	1995	Galgaduud, M. Shebelle, Mogadiscio Sud	M	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	230	175
152	Manahijta	1991	Éthiopie	B	n.d.	1 800	n.d.	550	1 025	2 000
153	(el-)Marer / Livestock Market / Suga Holaha	1992	Bay	H, M	1 100	n.d.	393	1 250	1 325	0
154	Marina	1992	Bay, L. & M. Shebelle (Jowhar, Balad), L. & M. Juba	H, B	5 500	2 500	766	750	1 840	1 000
155	Marmarka	1992	L. Juba	H, M	1 000	n.d.	n.d.	250	310	500
156	Maslah I / Bermuda	1990	L. Shebelle (Fulay)	M	n.d.	n.d.	800	n.d.	0	0
157	Maslah II / Hadj Daud	1998	L. Shebelle (Fulay)	M	0	0	0	0	n.d.	490
158	Medina Hospital / Ibnatamiya	1991	Bay	H, B	n.d.	2 250	n.d.	300	315	240
159	Meykarebey I / Maha Ka Rebay I / Midnimo	1991	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	n.d.	0	0	2 300
160	Meykarebey II / Maha Ka Rebay II	1996	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	n.d.	1 000	805	0
161	Misheela	n.d.	Éthiopie	B	n.d.	n.d.	n.d.	0	0	0
162	Mobile & Marble Factory	1991	n.d.	B, H	n.d.	n.d.	620	n.d.	n.d.	0
163	Monopolio	1992	Bay (Baidoa), M. Shebelle (Jowhar)	B	500	750	n.d.	100	105	125
164	Moqa	1994	Bay	H	n.d.	n.d.	365	n.d.	n.d.	470
165	Muhubo / Muxubo	1993	M. Shebelle (Jowhar, Adan Yabal)	n.d.	1 500	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
166	Muktar Noor	1992	Bay (Tortorow)	H	n.d.	n.d.	400	n.d.	n.d.	750
167	Mustahil	1991	Éthiopie	B	1 750	700	336	350	350	375
168	Muuse	1992	Bay	H	500	n.d.	0	0	0	0
169	Nagele	1996	Éthiopie (Nagele)	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	3 465	3 000
170	Naïma I & II	1992	Éthiopie, L. Shebelle (Qoryoley)	H	n.d.	800	190	225 & 200	335 & 355	360 & 365
171	(al-)Naïma / Puntland	1994	Bakool	M	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	200	200
172	Nasir School Orphanage	1992	n.d.	B	350	80	n.d.	0	0	0
173	NATCO / National Company	1992	L. Juba (Kisimayo), L. Shebelle (Merca)	H, B	2 500	1 150	459	790	990	980
174	New Horseed I, II & III / Ethiopia	1992	Éthiopie, Hiran	B	n.d.	1 035 & 0	139 & 0	450 & 535	600 & 725	690 & 760
175	New School	1991	Bakool (Hudur), Kenya	n.d.	n.d.	700	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
176	Nursing School / Faculty of Medicine	1991	Éthiopie, L. Juba (Kisimayo)	H, B	2 000	n.d.	n.d.	1 000	2 000	4 250
177	October Orphanage	1992	n.d.	B	n.d.	n.d.	200	n.d.	0	0
178	Odo	1992	Éthiopie, Bay	n.d.	n.d.	n.d.	850	n.d.	n.d.	500
179	ODO Orphanage	1992	n.d.	B	n.d.	893	400	n.d.	0	0
180	Odweine I	1991	Bay, Galgaduud (El Bur), Mudug (Adado)	H, M	n.d.	n.d.	n.d.	750	750	1 000
181	Odweine II	1992	Bay, Galgaduud (El Bur), Mudug (Adado)	H, M	n.d.	n.d.	1 00 0	n.d.	n.d.	0
182	Olole	1997	Bay, Bakool (Wajid)	H	0	0	0	n.d.	n.d.	3 010
183	ONAT / Organismo Nazionale per l' Aiuto Tecnico	1992	L. Juba (Kisimayo), M. Shebelle (Jowhar)	H, B	500	100	180	125	155	185

184	Oromo I / Takumo	1991	Éthiopie (Bale)	H	n.d.	225	n.d.	50	20	50
185	Oromo II	1995	Éthiopie (Bale)	H	0	0	n.d.	100	100	25
186	Osman Geddi Rage	1992	n.d.	B	n.d.	n.d.	76	n.d.	n.d.	0
187	Ossoble	1992	Bay, Bakool	H	n.d.	n.d.	686	360	585	360
188	Oxfam / Osman Ben 'Afan	1990	Éthiopie, L. Shebelle (Qoriolet)	M	n.d.	n.d.	323	n.d.	n.d.	0
189	Patera Hotel	1991	Bay	B	n.d.	n.d.	250	n.d.	n.d.	200
190	Polygram	1992	n.d.	M	1 250	n.d.	n.d.	0	0	0
191	Polytechnic	1991	Éthiopie	B	250	2 600	4 588	4 250	4 750	5 000
192	Port Africa	1992	n.d.	B	1 750	n.d.	n.d.	0	0	0
193	Postada / Post Office	1992	Bay (Baidoa), L. Juba (Kisimayo)	B	1 350	1 000	158	500	725	830
194	(ex-)Posto	1992	Bay	B	n.d.	n.d.	n.d.	1 250	1 675	2 030
195	(el-)Qalow	1992	Bay, M. Shebelle (Jowhar)	H, B	n.d.	n.d.	n.d.	300	370	235
196	Qoryoley / Koriolley	1991	L. Shebelle (Qoryoley)	B	n.d.	300	214	200	230	300
197	Rajo I & II / Rajo Orphanage Primary School	1992	Bay	H, B	n.d.	350	n.d.	n.d.	n.d.	2 000
198	Rajis	1996	Bay	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1 000
199	Ramadan	1991	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	1 013	200	200	340
200	Ramala Orphanage	1993	n.d.	B	150	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0
201	Ramo	1994	Galgaduud (El Bur)	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	4 250
202	Rashid Abdulaziz	1990	Éthiopie (Bale)	B	750	400	990	15	15	125
203	(ex-)Rashid Bondere	1996	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	525
204	Rati	1992	Bay	H	915	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
205	Restore Hope Orphanage / Collegio Nova Somalia	1992	n.d.	B	2 088	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
206	Roble	1994	Éthiopie (Kelafo), Bay	H	0	n.d.	n.d.	650	650	750
207	Rundi	1992	Bay (Tortorow)	H	n.d.	n.d.	325	n.d.	n.d.	345
208	Saakow Nima'le	1991	Éthiopie	H	750	n.d.	309	500	500	1 500
209	Sala	1992	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	3 000
210	Saqaawo Diin	1992	Bay	B	285	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0
211	Saudi Embassy / Saudeyn	1992	M. Shebelle (Jowhar), Bay (Baidoa)	B	500	750	104	325	405	595
212	Sedka Talinka	1991	Éthiopie	M	n.d.	1 800	n.d.	470	470	650
213	Serindi	1991	Éthiopie, Hiran	H, M	n.d.	300	n.d.	n.d.	250	20
214	Shaamo	1993	Galgaduud (El Bur), Bay	H	n.d.	n.d.	n.d.	150	230	3 150
215	Shandinle Orphanage School	1993	n.d.	B	n.d.	250	n.d.	0	0	0
216	Shantu	1992	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	4 850	n.d.	n.d.	n.d.
217	Sharey I	1991	Bay, L. Shebelle (Wanle Weyn, Dafed)	H	n.d.	180	n.d.	n.d.	n.d.	1 500
218	Sharey II	1996	Bay, Bakool (Wajid)	H	0	0	0	n.d.	n.d.	2 500
219	Shebelle I	1992	Éthiopie	H, B	180	n.d.	637	750	800	1 500
220	Shebelle II	1998	Éthiopie	H, B	0	n.d.	n.d.	n.d.	350	500
221	Sheikh Abdi Shimoye	1998	Bay (Dinsor)	H	0	0	0	0	n.d.	300
222	Sheikh Adan Dhere	1949-1991	Éthiopie	M	n.d.	457	n.d.	250	250	250

223	Sheikh Ahmed Gureh	1992	Bay, M. Shebelle (Jowhar)	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	250	1 250
224	Sheikh Ali Mumin	1971-1991	Éthiopie	M	n.d.	n.d.	n.d.	500	500	1 050
225	Sheikh Aweys	1992	Éthiopie	H, M	n.d.	n.d.	3 400	n.d.	n.d.	n.d.
226	Sheikh Isse	1992	Éthiopie (Bale)	B	750	1 250	401	700	825	995
227	Sheikh Noor Hussein	1991	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	289	n.d.	n.d.	0
228	Sheikh Shiali Abdille	1953-1991	M. & L. Shebelle, Bay	H, M	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	750
229	Shibis School	1992	M. Shebelle (Jowhar)	H	n.d.	300	n.d.	175	175	1 050
230	Shuke	1993	Bay	n.d.	85	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0
231	Shureye Orphanage	1992	n.d.	B	n.d.	300	n.d.	0	0	0
232	Siyad	1994	Éthiopie, Bay	H	n.d.	n.d.	n.d.	550	615	330
233	Soap Factory	1991	Bay (Baidoa)	H	n.d.	900	347	500	530	380
234	Sololo	1995	Éthiopie (Nagele)	H	0	0	750	n.d.	n.d.	2 000
235	Somali Airlines Booking	1991	Éthiopie, Hiran	H, B	n.d.	n.d.	n.d.	70	70	75
236	Somali Airlines Headquarters	1991	Éthiopie, L. Juba (Kisimayo)	B	n.d.	750	358	1 500	2 500	2 500
237	Stadium	1991	Bay, M. Shebelle (Jowhar), Bakool (Hudur), Galgaduud (El Bur)	H	n.d.	1 000	n.d.	1 800	3 115	5 050
238	Stadium Hotel	1991	Bay	H, B	n.d.	n.d.	144	n.d.	n.d.	500
239	Tabarak	1992	Éthiopie, Bay (Bur Hakaba)	H, M	n.d.	250	193	350	415	380
240	Taleh / Taleh Secondary School	1991	Éthiopie	H, B	4 735	2 500	450	3 000	3 300	4 250
241	Taleh Hotel	1993	Bay	B	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	2 150
242	Tarbe	1992	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	4 250
243	Tawakal / Abdirashid	1991	Bay, Hiran	H	n.d.	n.d.	51	250	325	325
244	Tawakal I & II	1991	Mogadiscio & L. Juba	H & M	n.d.	n.d.	n.d.	150 & 200	150 & 200	150 & 200
245	Tawfiq	1991	L. Shebelle	H, M	n.d.	n.d.	n.d.	0	0	0
246	Technical	1991	Éthiopie	H, B	n.d.	1 700	n.d.	1 250	1 265	3 500
247	Tiribuna / Trabunka / Qura'le / Quracle	1991	Bay	H	2 000	3 000	1 061	3 000	3 035	3 600
248	Tixsiile	1991	L. & M. Shebelle	H, M	n.d.	n.d.	n.d.	50	50	n.d.
249	Tortorow	1992	Bay (Tortorow)	H	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	900
250	Turdho Abdulaziz	1993	L. Juba, L. Shebelle	H, M	n.d.	n.d.	167	30	70	150
251	Turdho / Action internationale contre la faim / AICF	1992	M. Juba (Jilib)	H	n.d.	n.d.	270	n.d.	200	400
252	Twenty One October & Ali Hussein	1991	Éthiopie, L. Juba (Kisimayo)	B, H	n.d.	200	366	2 300 & 350	750 & 410	2 250 & 0
253	Twenty December	1992	Éthiopie, Hiran	H, M	n.d.	n.d.	1 235	n.d.	2 250	2 000
254	Ubaha Ka'anaka / Ubaxa Kacaanka / Uko	1993	Bakool (Wajid), Bay, L. Juba (Kisimayo), Mudug (Elbur)	B	250	n.d.	n.d.	n.d.	1 250	900
255	Ukuro	1992	Éthiopie (Nagele)	H	n.d.	n.d.	250	n.d.	n.d.	1 050
256	UNDP	1991	Hiran, M. Shebelle	M	n.d.	n.d.	212	200	200	250
257	UNHCR	1992	Bay, L. Juba (Kisimayo)	n.d.	1 750	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	1 000

258	UNICEF Abdulaziz	1991	L. Juba, L. Shebelle (Brava)	B	2 500	750	517	150	220	240
259	UNICEF Hamar Jajab / Kitchen 99 & 102	1992	Mogadiscio	n.d.	785	n.d.	1 154	n.d.	n.d.	0
260	Urdo Primary School Orphanage	1994	n.d.	B	n.d.	385	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
261	US Embassy	1991	L. Juba, Bay, Hiran	H	n.d.	n.d.	n.d.	260	320	330
262	Veterinary / 'Aasha / Caasha	1991	Éthiopie, L. & M. Juba (Kisimayo & Buale)	B	1 500	3 250	475	n.d.	n.d.	375
263	Villa Baidoa	1991	L. Juba (Kisimayo), Mogadiscio	H, M	n.d.	1 500	400	250	305	750
264	Villa Wajid / Naso Hablod Hotel	1991	Bakool (Wajid, Hudur)	H, M	n.d.	n.d.	330	400	400	500
265	Wabishabelle	1992	Éthiopie	n.d.	500	500	n.d.	n.d.	n.d.	0
266	Wahbarashada Huruwai	1992	Bay, M. Shebelle, Bakool	B	100	n.d.	n.d.	0	35	0
267	Wahbarashada Bondere	1992	Bay, L. Juba	B	n.d.	n.d.	n.d.	0	0	0
268	Wakalada Biya	1992	L. Shebelle, Mudug	H, B	n.d.	n.d.	n.d.	175	240	1 050
269	Wakalada Qorshenta	1991	Bay	B	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	800
270	Waqow I & II	n.d.	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	n.d.	0 & 175	135 & 265	200 & 325
271	Wardigley Orphanage	1993	n.d.	n.d.	45	200	n.d.	n.d.	0	0
272	Wargadud	1992	Éthiopie	H	n.d.	n.d.	2 250	n.d.	n.d.	2 350
273	Warshadaha	1992	M. Shebelle, Bay (Bur Hakaba)	B	n.d.	485	550	400	515	635
274	Warshadaha Birta / Mahmud Fito / Steel Factory	1992	Bay, Bakool (Hudur)	H	n.d.	1 200	194	850	935	1 250
275	Warshadaha Daawada / Pharmaceutical	1991	L. Juba (Kisimayo), Gedo (Bardera)	H	n.d.	4 000	3 426	n.d.	3 500	1 200
276	Warshadaha Ma'unta	1992	M. Shebelle (Jowhar)	n.d.	750	1 000	n.d.	n.d.	n.d.	0
277	Warshadaha Sigaarka iyo Taraqa / Cigarette Factory	1992	Bay (Baidoa), Bakool (Wajid)	B	450	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	0
<b>Total</b>					89 006	80 718	138 995	115 000	92 430	252 935

Sources : Rogge, 1992 ; Meeus, 1994 ; IOM, 1995 ; UNOSOM ; ACF.

N.B. Les chiffres de population sont calculés sur une moyenne approximative de 5 personnes par foyer. Sachant le mode de comptage, ces statistiques ne donnent que des ordres de grandeur et admettent fréquemment des marges d'erreur allant du simple au double. Tout dépend des personnes interrogées et des enquêteurs. Autrement dit, les variations d'une année à l'autre ne transcrivent même pas toujours la réalité des mouvements de population.

B = bâtiments squattés (usines, administrations)

M = maisons partagées ou non avec les précédents habitants

H = huttes construites par les déplacés

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AFRAH M.M., 1994. – *The Somali Tragedy*. – Mombasa, Mohamed Printers.
- AFRAH M.M., 1993 – *Mogadishu : A Hell on Earth*. – Nairobi, Copos Ltd.
- Africa Watch, 1990 – *A Government at War with its Own People : Somalia. Testimonies about the Killing and the Conflict in the North*. – New York, Human Rights Watch, 268p.
- ALPERS E., 1983 – " Muqdisho in the Nineteenth Century : A Regional Perspective ", *Journal of African History*, vol. 24.
- BADER C. 1999 – *Le sang et le lait. Brève histoire des clans somali* – Paris, Maisonneuve & Larose, 255p.
- BAXTER P.T.W., 1994 – " Ethnic Boundaries and Development. Speculations on the Oromo Case ", in : KAARSHOLM P. and HULTIN J. (eds.), *Inventions and Boundaries. Historical and Anthropological Approaches to the Study of Ethnicity and Nationalism* – Roskilde University (Danemark), International Development Studies.
- BOURGEY A., 1980 – " Beyrouth, ville éclatée ", *Hérodote*, n° 17, p. 5-31.
- BRONS M., TEGEGN M., WOLDEYSSUS E. and MOHAMED SALIH M.A., 1993 – " War and the Somali Refugees in Eastern Hararghe, Ethiopia ", in : TVEDT T. (ed.), *Conflicts in the Horn of Africa : Human and Ecological Consequences of War* – University of Uppsala, Environmental Policy & Society.
- BROUDIC C., 1997 – *Etude du contexte socio-économique des populations vulnérables à Mogadiscio* – Nairobi, Action Contre la Faim, polycop., 51 p.
- CASSANELLI L., 1997 – " Somali Land Resource Issues in Historical Perspective ", in : CLARKE W. and HERBST J. (eds.), *Learning from Somalia. The Lessons of armed humanitarian intervention* – Boulder (Colorado), Westview.
- CASSANELLI L., 1982 – *The Shaping of Somali Society. Reconstructing the History of a Pastoral People, 1600-1900* – Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- CAWL F.M.J., 1982 – *Ignorance is the Enemy of Love* – Londres, Zed Press.
- CERULLI E., 1957 – *Somalia, scritti vari editi ed inediti, I. Storia della Somalia, L'Islam in Somalia, il libro degli Zengi* – Rome, Istituto Poligrafico dello Stato, 363 p.
- CHITTICK N., 1982 – " Mediaeval Mogadisho ", *Paideuma*, n° 28.
- COMPAGNON D., 1998 – " Somali Armed Units, the Interplay of political Entrepreneurship & Clan-Based Factions ", in : CLAPHAM C. (ed.), *African Guerillas* – Oxford, James Currey.
- CURLE A.T., 1937 – " The Ruined Towns of Somaliland ", *Antiquity*, n° 2, p. 315-27.
- DECRAENE P., 1977 – *L'expérience socialiste somalienne* – Paris, Berger-Levrault.
- DJAMA M., 1992 – " Sur la violence en Somalie : genèse et dynamique des formations armées ", *Politique africaine*, n° 47, p. 147-152.

- DOORNBOS M., 1993 – "Pasture and Polis : The Roots of Political Marginalization of Somali Pastoralism ", in : MARKAKIS J. (ed.), *Conflict and the Decline of Pastoralism in the Horn of Africa* – Londres, McMillan, p.100-121.
- DORESSE J., 1971 – *Histoire sommaire de la corne orientale de l'Afrique* – Paris, Paul Geuthner.
- DRAKE-BROCKMAN R.E., 1912 – *British Somaliland* – Londres, Hurst & Blackett.
- DURRILL W.K., 1986 – " Atrocious Misery : The Africans Origins of Famine in Northern Somalia, 1839-1884 ", *The American Historical Review*, vol. 91, n° 2, p. 287-306.
- FARAH D.A., 1993 – *Splendeur éphémère* – Paris, L'Harmattan.
- FARAH N.M., 1976 – *A Naked Needle* – Londres, Heinemann.
- FREEMAN-GRENVILLE G., 1960 – " East African Coin Finds and Their Historical Significance ", *Journal of African History*, vol. 1, n° 1, p. 31-42.
- GALLAGHER D. and FORBES MARTIN S., 1992 – *The many faces of the Somali crisis. Humanitarian issues in Somalia, Kenya and Ethiopia* – Washington, Refugee Policy Group, 36 p.
- GUILLAIN C., 1856 – *Documents sur l'histoire, la géographie, et le commerce de l'Afrique orientale* – Paris, 3 vol.
- GUNN S., 1986 – " Land Reform in Somalia ", in : POWELSON J.P. and STACK R. (eds.), *The Peasant Betrayed* – Cambridge (Mass.), Lincoln Institute of Land Policy.
- HEIDE L., 1984 – " The Refugee Health Unit of the Somali Ministry of Health. A History of an extraordinary successful Somali Programme ", in : LABAHN T. (ed.), *Proceedings of the Second International Congress of Somali Studies* – Université de Hamburg, Helmut Buske Verlag, vol. 4, p. 131-142.
- HELANDER B., 1995 – " Vulnerable Minorities in Somalia and Somaliland ", *Indigenous Affairs* (Copenhagen), n° 2, p. 21-23.
- HELANDER B., 1986 – *The Social Dynamics of Southern Somali Agro-pastoralism* – Uppsala University Press, 17 p.
- HÉLÈNE J., 4/12/1992 – " Survivre à Mogadiscio ", *Le Monde*, p. 1 et 6.
- HOBEN A., 1988 – " The Political Economy of Land Tenure in Somalia ", in : DOWNS R. & REYNE S. (eds.), *Land and Society in Contemporary Africa* – Hanovre, NH, p. 192-220.
- HOGG R.S., 1987 – " Development in Kenya : Drought, Desertification and Food Scarcity ", *African Affairs*, vol. 86, n° 342.
- HOLT J. and LAWRENCE M., 1992 – *The prize of peace, a survey of rural Somaliland* – Londres, Save the Children, 69 p.
- IOM, 1995 – *Mogadishu Internally Displaced Person Camp Survey* – Mogadiscio, International Organisation for Migration, polycop., 8 p.
- JAMAL V., 1988 – " Somalia : an unconventional economy ", *Development and Change*, n° 19, p. 203-245.
- JAMAL V., 1983 – " Nomads and Farmers : Incomes and Poverty in Rural Somalia ", in : GHAI D. and RADWAN S. (eds.), *Agrarian Policies and Rural Poverty in Africa* – Genève, International Labour Organization, p. 281-311.
- KARP M., 1960 – *The Economics of Trusteeship in Somalia* – Boston, Boston University Press, 185 p.
- KUSOW A.M., 1995 – " The Somali Origin : Myth or Reality ", in : JIMALE AHMED A. (ed.), *The Invention of Somalia* – Lawrenceville, Red Sea Press, p. 81-106.
- LEWIS I.M. et al., 1995 – *A study of decentralised political structures for Somalia : a menu of options* – Londres, London School of Economics, polycop.



- LEWIS I.M., 1991 – " The Ogaden and the Fragility of Somali Segmentary Nationalism ", in : NZONGOLA-NTALAJA G. (ed.), *Conflict in the Horn of Africa* – Atlanta, African Studies Association Press, p. 89-96.
- LEWIS I.M. (ed.), 1975 – *Abaar, The Somali Drought* – Londres, International African Institute, polycop.
- LEWIS I.M., 1965 – *A modern history of Somaliland. From Nation to State* – New York, Praeger.
- LEWIS I.M., 1962 – " Lineage Continuity and Modern Commerce in Northern Somaliland ", in : BOHANNAN P. and DALTON G. (eds.), *Markets in Africa* – Evanston (Illinois) , Northwestern University Press, p. 365-385.
- LITTLE P.D., 1996 – " Conflictive Trade, Contested Identity : the effects of export markets on pastoralists of Southern Somalia ", *African Studies Review*, vol. 39, n° 1.
- LITTLE P.D., 1992 – " Traders, Brokers, and Market 'Crisis' in Southern Somalia ", *Africa*, vol. 62, n° 1, p. 94-124.
- MACCANN J., 1987 – *From Poverty to Famine in Northeast Ethiopia, a Rural History, 1900-1935* – Philadelphia, University of Pennsylvania.
- MARCHAL R. et MESSIAINT C., 1997 – *Les chemins de la guerre et de la paix. Fins de conflit en Afrique orientale et australe* – Paris, Karthala.
- MARCHAL R., 1996 – *The post civil war somali business class* – Paris, EHESS, polycop.
- MARCHAL R., 1993 – " Les mooryaan de Mogadiscio. Formes de la violence dans un espace urbain en guerre ", *Cahiers d'études africaine*, vol. 33, n° 130.
- MARCHAL R., 1992a – *Formes de la violence dans un espace urbain en guerre : Mogadiscio, déc. 1990 - sept. 1992* – Paris, EHESS, exposé oral le 2 décembre.
- MARCHAL R., 1992b – " La guerre à Mogadiscio ", *Politique africaine*, n° 46, p. 120-125.
- MARCHAL R., 1992c – *Rapport de mission* – Paris, Centre d'études et de recherches internationales, exposé oral le 24 mars.
- MARKAKIS J., 1989 – " The Ishaq-Ogaden Dispute ", in : HJORT AF HÖRNAS A. and MOHAMED SALIH M.A (eds.), *Ecology and Politics. Environmental Stress and Security in Africa* – Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies.
- MELANDER G., 1980 – *Refugees in Somalia* – Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies.
- MENKHAUS K., 1996 – " From Feast to Famine : Land and the State in Somalia's Lower Jubba Valey ", in : BESTEMAN C. and CASSANELLI L. (eds.), *The Struggle for Land in Southern Somalia. The War Behind the War* – Boulder (Colorado), Westview Press, p. 133-153.
- MENKHAUS K. and CRAVEN C., 1996 – " Land Alienation and the Imposition of State Farms in the Lower Jubba Valey ", in : BESTEMAN C. and CASSANELLI L. (eds.), *The Struggle for Land in Southern Somalia. The War Behind the War* – Boulder (Colorado), Westview Press.
- MEEUS W., 1994 – *Displaced in Mogadishu, may 1993* – Mogadiscio, Save the Children UK, polycop., 35 p.
- MOHAMED-ABDI M., 1997 – " Rétrospective de la crise somalienne et réhabilitation de la société civile ", in : MOHAMED-ABDI M. et BERNARD P. (eds.), *Pour une culture de la paix en Somalie* – Paris, Actes du second congrès international des études somaliennes, 25-27 octobre 1995, p. 103-150.
- MOHAMED SALIH M.A., 1995 – " Pastoralist Migration to Small Towns in Africa ", in : BAKER J. and AINA T.A. (eds.), *The Migration Experience in Africa* – Uppsala, Nordika Afrikainstitutet.

- MONFREID (de) H., 1936a – *Les guerriers de l'Ogaden* – Paris, NRF.
- MONFREID (de) H., 1936b – *Les dessous de la guerre d'Éthiopie* – Paris, Grasset.
- MORIN D., 1986 – " Le parcours solitaire de la Somalie ", *Politique Africaine*, n° 23.
- PÉROUSE DE MONTCLOS M-A., 2000a – " Déplacés, insertion urbaine et modes de mobilisation : l'exemple de Monrovia en guerre ", *Canadian Journal of African Studies*, à paraître.
- PÉROUSE DE MONTCLOS M-A., 2000b – " Des ONG sans gouvernement : mouvements islamiques et velléités de substitution à l'État dans la Somalie en guerre ", in : CEDEJ (ed.), *Les ONG dans le monde arabe* – Le Caire, à paraître.
- PÉROUSE DE MONTCLOS M-A., 1999 – " Hargeisa, une capitale à reconstruire ", *Urbanismes*, n° 306, p. 18-21.
- PIGUET F., 1998 – *Des nomades entre la ville et les sables. La sédentarisation dans la Corne de l'Afrique* – Paris, Karthala.
- PRENDERGAST J., 1995 – " Banana Wars in Somalia ", *Review of African Political Economy*, vol. 22, n° 64, p. 274-275.
- PRENDERGAST J., 1994 – *The bones of our children are not yet buried* – Washington, Center of Concern, polycop., p. 5-12.
- RABEH O.O., 1984 – *Le cercle et la spirale* – Paris, Les Lettres Libres.
- REISMAN W.M., 1983 – " Somali self-determination in the Horn. Legal perspectives and implications for social and political engineering ", in : LEWIS I.M. (ed.), *Nationalism and Self-Determination in the Horn of Africa* – Londres, Ithaca Press, p. 151-173.
- RÉVOIL G., 1880 – *Voyage au cap des Aromates* – Paris, E. Dentu.
- RÉVOIL G., 1885 – " Voyage chez les Bénadir, les Çomalis et les Bayouns en 1882-1883 ", *Le Tour du Monde, Nouveau journal des Voyages*, vol. 49, n° 1255, p. 33-48 et n° 1256, p. 49-64.
- ROBLEH Y.E. and HUSSEIN Y.H., 1977 – " The Agrarian Laws of Somalia ", *The Half-Yearly Law Review*, vol. 5, n° 11, p. 34-70.
- ROGGE J., 1992 – *The displaced population in South and Central Somalia, preliminary proposals for their reintegration and rehabilitation* – Mogadiscio, UNDP, polycop.
- ROTH M., 1993 – " Somalia Land Policies and Tenures Impact : The Case of the Lower Shebelle ", in : BASSETT T.J. and CRUMMEY D.E. (eds.), *Land in African Agrarian Systems* – Madison, University of Wisconsin Press.
- SAMATAR A.I., 1993 – " Structural Adjustment as Development Strategy ? Bananas, Boom, and Poverty in Somalia ", *Economic Geography*, vol. 69, n° 1.
- SAMATAR A.I. 1989 – *The State and Rural Transformation in Northern Somalia, 1884-1986* – Madison, The University of Wisconsin Press.
- SAMATAR S., 1991 – *Somalia, a Nation in Turmoil* – Londres, Minority Rights Group.
- SCHLEE G., 1994 – *Identities on the move. Clanship and Pastoralism in Northeastern Kenya* – Manchester, Manchester University Press.
- SEARLE C., 1992 – " Agony and Struggle in Northern Somalia ", *Race and Class*, vol. 34, n° 2, p. 23-32.
- SHEIKH-ABDI A., 1975 – " The Luncheon ", *Black World*, vol. 24, n° 8, p. 56-66.
- SIMONS A., 1995 – *Networks of Dissolution : Somalia Undone* – Boulder, Westview Press, 246 p.
- SMITH S., 12/12/1992 – " La "Pax americana" impose sa loi à Mogadiscio ", *Libération*, p. 14.

Somali Academy of Sciences, 1985 – *Urban Refugees in Somalia* – Mogadiscio, National Refugees Commission, polycop., 40 p.

SWIFT J., 1977 – " Pastoral Development in Somalia : Herding Cooperatives as a Strategy against Desertification and Famine ", in : GLANTZ M.H. (ed.), *Desertification : Environmental Degradation in and around Arid Lands* – Boulder (Colorado), Westview Press, p. 275-305.

WAAL (de) A., 1997 – *Famine Crimes : politics and the disaster relief industry in Africa* – Oxford, James Currey.

WAAL (de) A., 1994 – " The UN and Somalia's Invisible Minorities ", *Cultural Survival Quarterly*, vol. 18, n° 1.

## *LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES*

Tableau 1. La population de Mogadiscio .....	24
--	----

Tableau 2. Estimations du nombre de déplacés à Mogadiscio.....	25
--	----

\*       \*

     \*

Figure 1. Les camps de déplacés à Mogadiscio .....	29
--	----

Figure 2. Districts et régions d'origine des déplacés à Mogadiscio.....	33
---	----

Figure 3. La capitale du Somaliland, Hargeisa, et les camps de réfugiés en Éthiopie .....	41
---	----

## *LISTE DES SIGLES*

**ACF** : Action contre la faim

**HCR** : Haut commissariat pour les réfugiés

**IOM** : International Organisation for Migration

**MSF** : Médecins sans frontières

**ONG** : Organisation non gouvernementale

**PNUD** : Programme des Nations Unies pour le développement

**SCF** : Save the Children Fund

**UNICEF** : United Nations International Children's Emergency Fund

**UNDOS** : United Nations Documentation Office on Somalia

**UNDP** : United Nations Development Program

**UNOSOM** : United Nations Operation in Somalia

## LES DOSSIERS DU CEPED

La collection des *Dossiers du CEPED* est destinée à accueillir des articles scientifiques se rapportant au domaine de la population et du développement.

Aucune condition n'est posée quant à l'origine ou l'organisme d'appartenance des auteurs. Les *Dossiers du CEPED* sont prévus pour une diffusion limitée mais rapide et "ciblée", en fonction du sujet traité. Ils sont distribués sur demande à toute personne intéressée (gratuits pour les résidents des pays du Sud, payants pour les résidents des pays du Nord). Ces articles ont vocation à être publiés également, en totalité ou en partie, sous la même forme ou sous une forme modifiée, dans des revues internationales. Aucune autorisation préalable n'est donc à demander au CEPED pour une nouvelle publication. Le centre de documentation du CEPED souhaite simplement recevoir un exemplaire des publications ainsi réalisées.

Les auteurs intéressés sont invités à envoyer au CEPED une disquette contenant un fichier saisi sur traitement de texte (de préférence Word 97 Windows, ou à défaut un fichier pouvant être importé directement dans Word 97), rédigé en français, de 15 à 50 pages formatées 21 x 29,7 cm, marges de 2,5 cm sur le pourtour. La disquette sera accompagnée d'un exemplaire papier. Les auteurs conservent la responsabilité de la présentation et du contenu du texte qu'ils ont envoyé. Des informations détaillées concernant la mise en forme du document sont à demander au CEPED ; elles seront transmises aux auteurs dans les meilleurs délais.

Le projet d'article reçu est soumis à deux lecteurs, intérieurs ou extérieurs au CEPED qui peut, en fonction des avis émis, l'accepter ou le rejeter pour des raisons de forme ou de fond, ou encore demander des modifications. Le CEPED se réserve la possibilité d'effectuer lui-même des corrections de forme, ainsi que le regroupement de plusieurs articles dans le même numéro des *Dossiers*. Les matériaux reçus ne sont pas renvoyés à leurs auteurs, qui sont donc invités à en conserver le double.

Chaque auteur recevra 25 exemplaires du numéro contenant son (ou ses) article(s) s'il y a un seul auteur ou 15 exemplaires si plusieurs auteurs ont contribué au *Dossier*.

Les présentes instructions remplacent celles qui ont pu paraître antérieurement. Elles sont réputées être modifiables à tout moment en fonction des nécessités nouvelles.

## *PARUS DANS LA COLLECTION DES DOSSIERS DU CEPED*

- N° 59 – **PÉROUSE DE MONTCLOS (Marc-Antoine)**, 2000, Villes en guerre en Somalie : Mogadiscio et Hargeisa, 65 p.
- N° 58 – **PRATA (Ndola)**, 2000, La scolarisation en Angola. Résultats de l'enquête MICS-1996, 44 p.
- N° 57 – **PÉROUSE DE MONTCLOS (Marc-Antoine)**, 2000, Kigali après la guerre : la question foncière et l'accès au logement, 41 p.
- N° 56 – **KOUAMÉ (Aka) et GUEYE (Abdoulaye)**, 2000, Genre, éducation et accès au premier emploi : le cas de la ville d'Abidjan, 53 p.
- N° 55 – **KOUWONOU (Kodjovi)**, 1999, Famille et procréation au Sud-Est Togo : de nouvelles stratégies. Une analyse textuelle des entretiens de groupe, 50 p.
- N° 54 – **GARENNE (Michel), TOLLMAN (Stephen), KAHN (Kathleen) et GEAR (John)**, 1999, Causes de décès dans une zone rurale d'Afrique du Sud comparées à deux autres situations (Sénégal et France), 28 p.
- N° 53 – **LANGUÉ-MENYE (Gisèle)**, 1999, La promotion de la planification familiale au Cameroun : analyse de contenu des messages et impact d'une campagne de communication audiovisuelle, 48 p.
- N° 52 – **KEITA (Mohamed Lamine)**, 1999, Modernité et comportements démographiques en Guinée, 46 p.
- N° 51 – **ADJAMAGBO (Agnès)**, 1999, Crise en économie de plantation ivoirienne et transformation des rapports sociaux. Le dilemme féminin à Sassandra (Côte d'Ivoire), 35 p.
- N° 50 – **VU (Hoang Ngân)**, 1998, Le besoin de planification familiale au Viêt-Nam, 32 p.
- N° 49 – **SANDRON (Frédéric)**, 1998, La baisse de la fécondité en Tunisie, 55 p.
- N° 48 – **BAYA (Banza)**, 1998, Instruction des parents et survie de l'enfant au Burkina Faso : Cas de Bobo-Dioulasso, 27 p.
- N° 47 – **CALVÈS (Anne-Emmanuèle) et MEEKERS (Dominique)**, 1997, Statut matrimonial et valeur des enfants au Cameroun, 35 p.
- N° 46 – **GUILMOTO (Christophe)**, 1997, Migrations et institutions au Sénégal : effets d'échelle et déterminants, 37 p.
- N° 45 – **DOAN (Mau Diep), GUBRY (Patrick), HUGUET (Jerrold W.) et TRINH (Khac Tham)**, 1996, L'émergence des migrations spontanées au Viêt-nam : le cas de Vung Tau et de Dong Nai, 48 p.

- N° 44 - **LOCOH (Thérèse) et MAKDESSI (Yara)**, 1996, Politiques de population et baisse de la fécondité en Afrique sub-saharienne, 40 p.
- N° 43 - **KÉLODJOUÉ (Samuel)**, 1996, Essai d'utilisation des statistiques d'état civil et sanitaires dans l'analyse de la mortalité à Yaoundé, 38 p.
- N° 42 - **NGONDO A PITSHANDENGÉ (Séraphin)**, 1996, La polyandrie chez les Bashilele du Kasai occidental (Zaire) : fonctionnement et rôles, 22 p.
- N° 41 - **LÉRIDON (Henri) et TOULEMON (Laurent)**, 1996, La régulation des naissances se généralise, 19 p.
- N° 40 - **TRUONG (Si Anh), GUBRY (Patrick), VU (Thi Hong) et HUGUET (Jerrold W.)**, 1996, Ho Chi Minh Ville : de la migration à l'emploi, 52 p.
- N° 39 - **CATASUS CERVERA (Sonia I.)**, 1996, La population de Cuba : principales caractéristiques et tendances démographiques, 35 p.
- N° 38 - **GARENNE (Michel), CONINX (Rudi) et DUPUY (Chantal)**, 1996, Effets de la guerre civile au Centre-Mozambique et évaluation d'une intervention de la Croix Rouge, 25 p.
- N° 37 - **VIGNIKIN (Kokou)**, 1996, Ressources économiques et comportements démographiques des ménages agricoles : le cas des Éwé du Sud-Togo, 35 p.
- N° 36 - **KOUAMÉ (Aka) et RWENGE (Mburano)**, 1996, Structure de production et comportement procréateur en Côte d'Ivoire, 31 p.
- N° 35 - **VIVIER (Géraldine)**, 1996, Les migrations comoriennes en France : histoire de migrations coutumières, 38 p.
- N° 34 - **CHESNAIS (Jean-Claude)**, 1995, La transition démographique, trente ans de bouleversements (1965-1995), 25 p. 2<sup>e</sup> tirage.
- N° 33 - **LOVELL (Nadia)**, 1995, Pluralisme thérapeutique et stratégies de santé chez les Évhé du Sud-Est Togo, 20 p.
- N° 32 - **ANTOINE (Philippe) et NANITELAMIO (Jeanne)**, 1995, Peut-on échapper à la polygamie ?, 31 p. 2<sup>e</sup> tirage.
- N° 31 - **LOCOH (Thérèse)**, 1995, Familles africaines, population et qualité de la vie, 48 p. 3<sup>e</sup> tirage.
- N° 30 - **MESLÉ (France) et VALLIN (Jacques)**, 1995, La mortalité dans le monde : tendances et perspectives, 25 p. 3<sup>e</sup> tirage.
- N° 29 - **KAMDOUM (Antoine)**, 1994, Planification sanitaire et ajustement structurel au Cameroun, 37 p. *Épuisé.*
- N° 28 - **LALOU (Richard) et PICHÉ (Victor)**, 1994, Migration et sida en Afrique de l'ouest : un état des connaissances, 53 p. 3<sup>e</sup> tirage.
- N° 27 - **OUÉDRAOGO (Christine)**, 1994, Education de la mère et soins aux enfants à Ouagadougou, 37 p.
- N° 26 - **VALLIN (Jacques)**, 1994, Réflexions sur l'avenir de la population mondiale, 24 p. 4<sup>e</sup> tirage.
- N° 25 - **KOFFI N'GUESSAN**, 1993, Facteurs de fécondité en milieu rural forestier ivoirien, 40 p.
- N° 24 - **LAOUROU (Martin)**, 1993, Les disparités régionales de la mortalité au Bénin, 36 p.



- N° 23 - **GERVAIS (Raymond R.)**, 1993, Contribution à l'étude de l'évolution de la population de l'Afrique Occidentale Française, 1904-1960, 50 p.
- N° 22 - **ÉLOUNDOU-ÉNYÉGUÉ (Parfait Martial)**, 1992, Solidarité dans la crise ou crise des solidarités familiales au Cameroun ? Évolutions récentes des échanges entre villes et campagnes, 40 p. *Épuisé.*
- N° 21 - **VAZ-GRAVE (Maria Julia)**, 1992, La mortalité des enfants à Luanda, 39 p. *Épuisé.*
- N° 20 - **CANTRELLE (Pierre)**, **THONNEAU (Patrick)** et **TOURÉ (Boubacar)**, 1992, Mortalité maternelle : Deux études communautaires en Guinée, 43 p.
- N° 19 - **LOCOH (Thérèse)**, 1992, Vingt ans de planification familiale en Afrique subsaharienne, 27 p. 2<sup>e</sup> tirage. *Épuisé.*
- N° 18 - **BARBIERI (Magali)**, 1991, Les déterminants de la mortalité des enfants dans le Tiers-Monde, 40 p. 2<sup>e</sup> tirage. *Épuisé.*
- N° 17 - **KEUMAYE (Ignegongba)**, 1991, La fécondité en Mauritanie, 39 p. *Épuisé.*
- N° 16 - **TABAH (Léon)**, 1991, Dix problèmes de population en perspective - Hommage à Jean Bourgeois-Pichat et à Alfred Sauvy, 31 p. *Épuisé.*
- N° 15 - **EVINA AKAM**, 1990, La mesure de l'infécondité et de la sous-fécondité, 39 p. *Épuisé.*
- N° 14 - **ASSOGBA (L. N. Mensan)**, 1990, Statut de la femme, structures familiales, fécondité : transitions dans le Golfe du Bénin, 28 p. *Épuisé.*
- N° 13 - **FILIPPI (Véronique)** et **GRAHAM (Wendy)**, 1990, Estimer la mortalité maternelle à l'aide de la méthode des soeurs, 29 p. *Épuisé.*
- N° 12 - **ANTOINE (Philippe)** et **NANITELAMIO (Jeanne)**, 1990, La montée du célibat féminin dans les villes africaines. Trois cas : Pikine, Abidjan et Brazzaville, 27 p. *Épuisé.*
- N° 11 - **CHARMES (Jacques)**, 1990, Deux études sur l'emploi dans le monde arabe, 37 p. *Épuisé.*
- N° 10 - **CANTRELLE (Pierre)** et **LOCOH (Thérèse)**, 1990, Facteurs culturels et sociaux de la santé en Afrique de l'ouest, 36 p. *Épuisé.*
- N° 9 - **VÉRON (Jacques)**, 1989, Eléments du débat Population Développement, 48 p. 2<sup>e</sup> tirage. *Épuisé.*
- N° 8 - **LÊ CHAU** et **PAPAIL (Jean)**, 1989, Transformations agraires et mobilités de la main-d'oeuvre dans la région Nord-Andine de l'Équateur, 18 p.
- N° 7 - **CANTRELLE (Pierre)** et **GENDREAU (Francis)**, 1989, Prospective des déséquilibres mondiaux - Démographie et santé, 33 p. *Épuisé.*
- N° 6 - **LOCOH (Thérèse)**, 1989, Les politiques de population en matière de fécondité dans les pays francophones : l'exemple du Togo, 20 p. *Épuisé.*
- N° 5 - **GUBRY (Patrick)**, 1988, Rétention de la population et développement en milieu rural : à l'écoute des paysans mafa des Monts Mandara (Cameroun), 24 p. *Épuisé.*
- N° 4 - **CHASTELAND (Jean-Claude)**, 1988, État et besoins de la recherche démographique dans la perspective des recommandations de la Conférence de Mexico et de ses réunions préparatoires, 43 p. *Épuisé.*

N° 3 - **LOCOH (Thérèse)**, 1988, La fécondité en Afrique noire : un progrès rapide des connaissances mais un avenir encore difficile à discerner, 26 p. *Épuisé.*

N° 2 - **GUBRY (Patrick) et SALA DIAKANDA (Mpembele)**, 1988, Politiques africaines en matière de fécondité : de nouvelles tendances, 50 p. *Épuisé.*

N° 1 - **CLAIRIN (Rémy) et GENDREAU (Francis)**, 1988, La connaissance des effectifs de population en Afrique : bilan et évaluation - Hommage à Rémy Clairin, 35 p. *Épuisé.*

*PARUS EN ANGLAIS*  
*DANS LA COLLECTION DES CEPED SERIES*

N° 3 - **CALVÈS (Anne-Emmanuèle) et MEEKERS (Dominique)**, 1997, The advantages of having many children for women in formal and informal unions in Cameroon, 38 p.

N° 2 - **LOCOH (Thérèse) et MAKDESSI (Yara)**, 1996, Population policies and fertility decline in sub-Saharan Africa, 40 p.

N° 1 - **MESLÉ (France) et VALLIN (Jacques)**, 1996, Mortality in the world : trends and prospects, 24 p.

*PARU EN ESPAGNOL*  
*DANS LA COLLECTION DES DOCUMENTOS DEL CEPED*

N° 1 - **MESLÉ (France) et VALLIN (Jacques)**, 1995, La mortalidad en el mundo : tendencias y perspectivas, 24 p.

Reproduit en France par INSTAPRINT S.A.  
1-2-3, levée de la Loire – LA RICHE – B.P. 5927 – 37059 TOURS Cedex 1  
Tél. 02 47 38 16 04

Dépôt légal 2<sup>e</sup> trimestre 2000



CEPED

15, rue de l'École de Médecine  
75270 PARIS Cedex 06 (France)

Tél. : 01 44 41 82 30

Tél. international : +33 1 44 41 82 30

Fax : 01 44 41 82 31

Fax international : +33 1 44 41 82 31

Photo de couverture : écorce battue,  
art Mangbetu (Zaïre oriental).

Reproduit avec l'aimable autorisation  
du Musée Royal de l'Afrique Centrale  
(Tervuren, Belgique).

Maquette : Marie-Agnès BRAY, ORSTOM

Prix de vente : 30 F. TTC